

***l'Anti*capitaliste**

n°408 | 7 décembre 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

TOUS À **MENTON** LE 16 DÉCEMBRE



OUVVRONS LA FRONTIÈRE!

Dossier

DETROIT '67

Pages 6 et 7

ÉDITO

Pour un Smic à 1800 euros net
Page 2

PREMIER PLAN

Pesticides : « Commençons par interdire le glyphosate »
Page 2



ACTU POLITIQUE

Netanyahou à l'Élysée : le bal des affreux se poursuit
Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Yves Delmonte (CGT) sur le malaise des sapeurs-pompiers
Page 12



édito

Par ROBERT PELLETIER

Pour un Smic à 1800 euros net

Ainsi donc un groupe d'experts « indépendants » préconiserait de mettre fin à la revalorisation automatique du Smic, fondée sur, d'une part, la progression, sur douze mois, de l'indice des prix (hors tabac) pour les 20 % de ménages les plus modestes et, d'autre part, la moitié de l'évolution annuelle du pouvoir d'achat du salaire horaire de base ouvrier et employé. Ce groupe d'experts, présidé par le macronien Gilbert Cette, propose de façon préférentielle la fin des augmentations automatiques annuelles. On reviendrait ainsi à une situation pire qu'avant les grèves de 1968. D'autant que le Smic est seulement une garantie horaire et non mensuelle : pour les temps partiels (plus souvent des femmes), une telle réforme, ce serait la double peine. Gilbert Cette est de ceux qui affirment qu'on « n'a pas tout fait contre le chômage de masse » et réitère que le mode de revalorisation du Smic est « plus contraint que dans aucun autre pays développé », ce qui est « préjudiciable pour l'emploi des actifs les moins qualifiés et les plus fragiles ».

Tous ces arguments ressassés chaque année sont tout aussi régulièrement contestés. Le plus redondant est celui de la compétitivité, qui est balayé par une réalité : cinq salariéEs payés au Smic sur six travaillent pour le marché intérieur, donc pas sur des secteurs exportateurs. Les autres arguments sur l'impact sur les salaires et la hiérarchie n'ont jamais été probants, et ce sont plutôt les exonérations de cotisations sociales patronales qui créent des « trappes » à bas salaires en raison du barème de ces allègements, qui sont plus élevés au niveau du Smic. Le Smic est la rémunération d'un travail alors que les minima sociaux sont des instruments qui protègent de la pauvreté non salariale, même s'ils remplissent de moins en moins bien cette fonction.

À l'heure où les dividendes sont en hausse et les bénéfices des sociétés du CAC en progression, s'attaquer au Smic relève de la provocation sociale et politique. Une raison de plus pour préparer la riposte contre les prochains reculs programmés sur l'assurance chômage ou les retraites, sans renoncer au retrait des ordonnances.

BIEN DIT

« Le constat d'Emmanuel Macron est celui d'une République dévoyée, dont la promesse d'égalité est entachée par les auteurs de violences [contre les femmes]. Cette concentration sur la responsabilité individuelle empêche de voir et de dénoncer le rôle d'un universalisme, conçu comme exclusivement masculin depuis la fondation de la République française (jusque dans sa langue), dans la reproduction des inégalités et des discriminations envers les femmes. »

RÉJANE SÉNAC, Directrice de recherche au CNRS, liberation.fr, 4 décembre 2017.

À la Une

À Menton, le 16 décembre : de l'air, ouvrons la frontière !

Nous manifesterons contre leurs frontières prétendument érigées pour protéger les populations du terrorisme, et de touTEs celles et ceux qui cherchent refuge, contre leurs murs, aussi longs que le tour de la Terre, des « murs anti-migrants » comme le dit cyniquement le gouvernement britannique en parlant de celui de Calais...

Le renforcement des frontières vise à matérialiser le rejet définitif de tous ceux et toutes celles qui fuient le chaos du monde. Misères, dictatures et dérèglements climatiques ne sont pas des catastrophes « naturelles » : elles sont le résultat des politiques néocoloniales de pillage économique, de mise à sac des sociétés en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, de destruction des États par les guerres conduites par les gouvernements impérialistes occidentaux dont la France.

Les frontières de la honte

L'Union européenne joue pleinement son rôle dans la construction d'une forteresse dorée, « protégée » des plus pauvres. Ses dirigeants, c'est-à-dire les gouvernements des 28 États qui la composent, tentent d'unifier au maximum leurs politiques migratoires autour d'un seul axe : bloquer le plus loin et le plus fermement possible les migrantEs qui, au prix de périodes d'une extrême violence, parviennent quand même aux portes de l'Europe. L'UE cherche une cohérence politique commune pour que plus jamais l'État espagnol ne régularise massivement des étrangers, que plus jamais l'Allemagne n'accueille 800 000 migrantEs, ou que plus jamais l'Italie ne crée une « Mare Nostrum ».

Pour arriver à ses fins, au mépris de toute morale, l'UE n'hésite pas à financer l'encampement des migrantEs en signant des accords iniques, dépensant par exemple des millions d'euros distribués au gouvernement turc pour parquer des migrantEs depuis 2016. D'autres accords sont en cours de conclusion avec le Maroc ou la Libye, au moment même où Macron crie au crime contre l'humanité dans ce dernier pays, en découvrant (vraiment ?) le commerce des humains qui s'y déploie. La



Libye dont les structures ont été totalement détruites notamment par la guerre menée par Sarkozy ! Un règlement européen en négociation, qui s'imposera à tous les États européens comme une frontière législative commune, prévoit le renvoi des personnes qui demandent l'asile dans des « pays tiers sûrs », ou des « morceaux de territoires sûrs ». Des régions du Soudan ou d'Afghanistan, voire de Libye à terme, pourraient être considérés comme « sûrs » ! Et le gouvernement français toujours à la pointe de l'horreur, travaille déjà sur un projet de loi anti-immigration pour 2018.

TouTEs sur la frontière italienne le 16 décembre

Les accords de Schengen ont été suspendus temporairement depuis novembre 2015 pour permettre les contrôles aux frontières dans tout l'espace Schengen. Ainsi à la

frontière franco-italienne, les CRS et policiers de la PAF contrôlent systématiquement les personnes « d'apparence migrante ». La libre circulation est donc supprimée et, avec elle, un autre droit : celui de pouvoir déposer une demande d'asile. D'après Eurostat, en 2016, 54 500 personnes ont été empêchées de rentrer sur le territoire français, et elles seraient 90 000 cette année. Chaque jour 100 à 150 personnes sont refoulées à la frontière italienne au motif qu'elles n'avaient pas de titre valide d'entrée sur le territoire. Elles sont retenues quelques heures ou toute une nuit dans des Algécos et au premier étage de la gare de Garavan. Des mineurEs, des majeurEs souvent afghans, soudanais et érythréens y ont été entreposés sans lits, sans matelas, sans nourriture avant d'être renvoyés dans un train pour Vintimille. Ce sont des lieux et des procédures qui n'ont aucune

existence légale. Juste une simple décision d'un préfet et des « petits arrangements » avec les autorités italiennes.

Ouvrons les frontières !

Des procédures qui n'existent pas pour des personnes dont les États, ici français et italiens, dénie tout simplement le droit à la vie. Par tout cela nous sommes révoltés, et nous voulons mettre en actes notre colère pour exiger que les choses changent vraiment, et au plus vite !

Nous serons nombreuses et nombreux près de la frontière, plusieurs manifestations vont s'y dérouler sous des formes différentes, à Névache, au pied du col de l'échelle, à Briançon. TouTEs dénonceront ce monde empoisonné par un système économique profondément injuste, inégalitaire et cynique, destructeur des hommes et des femmes, de leur humanité et de la planète. Nous dirons notre volonté, au côté de nombreuses personnes qui cherchent refuge, de résister à l'oppression subie, d'inventer un monde solidaire. Parce que c'est notre droit, notre liberté et notre devoir.

Au NPA, avec d'autres organisations, associations, partis, et de nombreux collectifs unitaires locaux, répondant à l'appel de l'association La Roya citoyenne, du collectif Solidarité avec les migrants 06 et de la coordination 75 des sans-papiers, nous irons manifester à Menton Garavan. Pour l'ouverture des frontières, le droit d'aller et venir, de se fixer où nous voulons, pour la fin de la criminalisation des migrantEs et des personnes solidaires. Et nous lutterons jusqu'à ce que nous gagnions !

Roseline Vachetta

Trajets collectifs par bus : de Paris, départ le vendredi soir, retour le dimanche matin : 50 € aller/retour

Contact : menton16decembre@gmail.com ; FB : Manif frontière Menton 16 déc

PESTICIDES

« Commençons par interdire le glyphosate »

Entretien. Avec **Olivier Lainé**, membre du comité national de la Confédération paysanne, paysan arboriculteur et céréalier à Saint-Aignan-sur-Ry (76), nous revenons sur la décision européenne d'autorisation du glyphosate pendant 5 années supplémentaires.

Que penses-tu de la décision de l'Europe ?

Elle montre une fois de plus que l'Europe est dirigée par des lobbys tout-puissants, au détriment des intérêts de tous et toutes et de l'environnement. Ces décisions détruisent l'idée même d'une Europe démocratique des citoyens.

Et Hulot dans tout ça ?

Battu sur sa proposition d'interdiction du glyphosate d'ici à trois ans au maximum, Hulot veut l'appliquer en France. On verra. À la Conf', nous lui accordons une certaine sincérité et ne voulons pas l'attaquer frontalement. Sa position est

inconfortable, nous attendons des résultats concrets pour juger.

Pourquoi interdire le glyphosate ?

Dès 1974, le glyphosate a été présenté comme un produit totalement inoffensif, biodégradable en moins de 3 heures. C'est faux ! Aujourd'hui les

premières molécules qu'on trouve dans l'eau sont celles du glyphosate et de son dérivé, l'AMPA. Comme l'ont révélé les Monsanto Papers, falsification à grande échelle des études scientifiques, le glyphosate s'est vendu sur un mensonge ! Dès le départ, c'était une entreprise criminelle ! L'interdire comme herbicide ne suffit pas. En effet, il est présent en particulier dans le soja d'Amérique latine importé qui représente 80 % des protéines destinées à l'alimentation des animaux. Et dans le colza canadien. Ce « ready Roundup colza » commercialisé par Monsanto (racheté par Bayer), est interdit de culture en Europe, mais il risque d'arriver par les importations, grâce aux accords du CETA. À la Conf', nous relions la bataille contre le glyphosate à celle contre les OGM puisque la majorité des

Un monde à changer

PARADIS FISCAUX: UE, LA HONTE! Les ministres des Finances des 28 États membres de l'Union européenne ont adopté mardi 5 décembre une liste de «juridictions non coopératives», autrement dit de paradis fiscaux.

Sa première limite est de ne pas concerner les membres de l'UE. Et pourtant, plusieurs pays de l'Union sont des maillons du système d'évasion fiscale internationale. Dans un rapport publié à la veille des décisions européennes, l'ONG Oxfam a précisé que quatre pays européens «au moins» mériteraient de figurer sur cette liste: l'Irlande, le Luxembourg, Malte et les Pays-Bas. Se pose la question des dépendances de la couronne britannique (comme Jersey, les Bermudes, les îles Caïmans, l'île de Man...) ou d'autres États-membres (Danemark, France...). De plus, certains États hors UE ont été avertis qu'ils risquaient de figurer sur la liste mais qu'ils pouvaient y échapper sous réserve d'engagements. Certains sont des paradis fiscaux notoires. On verra ce que valent leurs engagements... Mais admettons que cette liste couvre les principaux paradis fiscaux: à quoi servira-t-elle? Quelles mesures seront prises contre ceux qui utilisent ces paradis fiscaux, c'est-à-dire les banques, les grandes

entreprises et les grandes fortunes «bien de chez nous»? L'UE est-elle prête à rendre illégales ces pratiques? L'UE est-elle prête à avancer vers un cadastre financier qui permettrait de déterminer les avoirs des capitalistes? Ce cadastre est techniquement faisable comme le souligne l'économiste Gabriel Zucman: «C'est quelque chose qui est concret et qui existe déjà. Il existe des registres financiers, même s'ils sont parcellaires. Mais ce qui est hallucinant, c'est qu'ils appartiennent à des entreprises privées et ne sont pas utilisables par d'autres. Il suffit de les fusionner, de les améliorer et d'en transférer la gestion à une puissance publique». Poser ces questions, c'est y répondre. L'Union européenne capitaliste n'est prête à aucune mesure véritable qui attenterait à la libre circulation des capitaux tandis que se déchaîne une concurrence fiscale qui nivèle par le bas l'imposition des sociétés.

Pour que le secret du monde de la finance soit enfin mis en cause, il faudra autre chose qu'une liste: il faudra changer la société, il faudra que «la tortilla se vuelva» (l'omelette se retourne) – pour reprendre l'image du chanteur Victor Jara, supplicié par les militaires chiliens en 1973.

«TOURNÉE AFRICAINE» DE MACRON

Arrogance coloniale et défense du pré carré

Les 28, 29 et 30 novembre, Emmanuel Macron s'est rendu au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Ghana, à l'occasion de ce que d'aucuns ont nommé une «tournée africaine». Le président français a essayé de jouer la partition de la rupture avec la Françafrique, proclamant notamment qu'il n'y avait plus de «politique africaine de la France». Vraiment?

La mal nommée «tournée africaine» de Macron – comme si le continent africain et ses 1,2 milliard d'habitants pouvaient être réduits à une «tournée» de trois jours – a fait l'objet d'une intense communication de l'Élysée: le président aurait «rompu» avec l'attitude de ses prédécesseurs et compris les «nouveaux enjeux» des relations entre la France et les pays africains.

L'arrogance du colon

Macron a joué la carte générationnelle, avec notamment un discours à l'université de Ouagadougou durant lequel il a déclaré appartenir à une génération «qui n'a jamais connu l'Afrique comme un continent colonisé». Une affirmation qui passe par pertes et profits le fait que, malgré les indépendances formelles, la France maintient depuis des décennies des rapports coloniaux avec un nombre important d'États africains, et qui ne cadre en outre guère avec l'attitude, les paroles et les actes du président français durant les trois jours de sa «tournée».

Les saillies arrogantes de Macron à l'université de Ouagadougou ont été maintes fois soulignées, notamment son attitude à l'égard du président burkinabé Roch Kaboré («Il est parti

POUR FAIRE RIRE VOTRE BEAU-FRÈRE LE SOIR DU RÉVEILLON...
LES MEILLEURES BLAGUES DE MACRON!

INCLUS:
LE KWASSA-KWASSA ET LE COMORIEN!

"VAS RÉPARER LA CUM KABORÉ!"

UN LIVRE RIRE & CHANSONS



réparer la climatisation!»). D'autres sorties tout aussi paternalistes ont rythmé tant son discours que la séance de questions-réponses avec les étudiantEs, entre autres lorsqu'il a cru bon de donner des leçons de féminisme à ces derniers: «Nous devons avoir des jeunes filles et des femmes libres, libres de choisir. Et je le dis pour vous, jeunes hommes qui êtes là, c'est bon pour vous.»

Une posture en réalité parfaitement raccord avec le fond du discours de Macron qui, sous ses airs «modernes», n'en a pas moins rappelé

Des paroles... et des actes

L'un des moments les plus choquants, et les plus révélateurs, de cette intervention aura été la provocation de Macron au sujet des responsabilités de l'Europe, et de la France, quant à la situation tragique des migrantEs, notamment en Libye: «Qui sont les trafiquants? Ce sont des Africains mon ami! Et nous les combattons avec vigueur! Arrêtez de dire que le problème c'est l'autre! Présentez-moi un passeur belge, français, allemand ou que sais-je encore! Vous n'en trouverez pas!» Ignoble façon de nier

ses responsabilités et la politique de sous-traitance, par l'UE, des questions migratoires aux États africains, au premier rang desquels la Libye...

Sans même parler des responsabilités premières de la France dans le pillage des ressources du continent africain, et dans le maintien au pouvoir de régimes dictatoriaux, facteurs évidents des déplacements de population. On notera d'ailleurs que Macron a été capable de prôner un «développement africain», de vanter les créations de start-up «locales» et, «en même temps», de poser la première pierre du métro d'Abidjan, financé par un prêt français et attribué à des entreprises françaises (Bouygues, Keolis et Alstom).

On est donc bien loin, au final, de la «rupture» annoncée. Et l'on ne peut qu'abonder dans le sens de Thomas Borrel, porte-parole de Survie: «Emmanuel Macron a volontairement étudié certains aspects essentiels de la politique franco-africaine comme le franc CFA ou la coopération militaire avec des dictatures, promu le rôle du secteur privé français et défendu une posture de prétendue neutralité vis-à-vis des dirigeants illégitimes qui s'accrochent au pouvoir.» En somme, malgré les postures, la Françafrique, ce n'est pas du passé.

Julien Salingue

UN JOUR IL FAUDRA BIEN JUGER MONSANTO DEVANT LE TRIBUNAL DE LA HAYE POUR CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

ATTENTION! IL ESSAIE DE S'EMPOISONNER EN MANGEANT UNE CAROTTE!



LE NPA DÉFEND UNE AGRICULTURE PAYSANNE

par opposition à l'agriculture et à l'élevage industriel qui nous sont imposés:

- une agriculture de proximité, adaptée aux terroirs
- une agriculture qui respecte les paysanEs et qui encourage l'autonomie et la coopération
- un élevage soucieux du bien-être des animaux, qui respecte leurs besoins physiologiques et donne des produits de qualité sans danger pour les consommateurs
- une agriculture qui, au lieu de participer à la pollution et au réchauffement climatique, tente d'améliorer la santé des terres agricoles et stocke du carbone (si on tenait compte des externalités négatives de l'agriculture conventionnelle, les produits bio seraient moins chers que les produits gavés de pesticides)
- une agriculture qui crée des emplois et qui permet de revivifier les campagnes
- une agriculture qui rejette le système des filières qui mène à l'industrialisation

Le chiffre

10 millions

C'est le montant, en dollars (soit 8,4 millions d'euros) que touchera Robert Mugabe, récemment contraint à la démission au Zimbabwe. Il bénéficiera en outre d'une immunité judiciaire totale. La somme inclut le versement immédiat de 5 millions de dollars, un salaire mensuel, et le remboursement de ses frais médicaux et de ses déplacements à l'étranger. Autant dire que, contrairement à toutes celles et tous ceux qui ont eu à souffrir de sa politique, Mugabe continuera de couler des jours tranquilles.



Agenda

Samedi 9 décembre, manifestation antifasciste, Strasbourg. «Pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartiers pour les fachos! Non au local fasciste à Strasbourg!» À 15h, faubourg National.

Samedi 9 décembre, manifestation contre la réception de Netanyahu par Macron, Paris. À 14h, place de la République.

Samedi 9 décembre, manifestation contre la baisse des APL, Paris. À 14h30, Palais Royal.

Samedi 9 décembre, meeting unitaire contre le lynchage médiatique de Gérard Filoche, Paris. De 14h30 à 17h, salle Hénaff, 29 Bd du Temple, métro République.

Samedi 16 décembre, Soirée débat-concert du NPA, Toulouse. À 18h, débat avec Olivier Besancenot autour de son dernier livre *Que faire de 1917?* À 20h, concert avec Sidi Wacho Sound System. Prix libre. Salle San Subra, 2, rue San-Subra, métro Saint-Cyprien.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

«La première génération de musulmans, ils ont bossé. Ils ne brûlaient pas des voitures comme leurs enfants.»

AURANE REIHANIAN, président des «Jeunes avec Laurent Wauquiez», cité par *Mediapart*, 3 décembre 2017.

OGM cultivés aujourd'hui sont des plantes résistantes à un herbicide.

Quelles alternatives au glyphosate?

Il ne s'agit pas de trouver une molécule pour remplacer le glyphosate. Il s'agit de changer de modèle d'agriculture. Avec d'autres pratiques, d'autres techniques, on peut se passer des herbicides. Ça a un coût, c'est du temps, mais c'est possible. Faut commencer par interdire le glyphosate et continuer avec toute la chimie tueuse de vie (néonicotinoïdes...). La prise de conscience de la nocivité des désherbants chimiques (Roundup...) gagne du terrain. Des paysans en «conventionnel» en utilisent moins ou plus du tout. C'est un combat que nous devons continuer.

Propos recueillis par la Commission nationale écologie

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SECTEUR BANCAIRE

Menaces sur les services et les emplois

Les annonces de suppressions d'agences – et d'emplois – se multiplient dans le secteur bancaire.

En 1978, Simon Nora et Alain Minc remettaient au président de la République un rapport intitulé *l'Informatisation de la société*¹. Les deux auteurs prévoient que « l'installation de nouveaux systèmes informatiques permettraient des économies d'emplois qui pourraient représenter sur 10 ans jusqu'à 30% du personnel ». L'expression « économies d'emplois », préférée à « suppression d'emplois », éclaire le point de vue d'où parlaient les rapporteurs. Ce rapport avait suscité l'année suivante sa publication un article de Michel Godet et Jean-Pierre Plas : « la banque pourrait être la sidérurgie de demain ».

Le prétexte du digital

Près de quarante ans après, deux événements importants sont venus confirmer et amplifier ces craintes. D'abord, la crise de 2007-2008 a entraîné de fortes réductions d'emplois dans le secteur des banques de financement et d'investissement. Aujourd'hui, c'est le prétexte du digital, avec notamment la dématérialisation et les relations clientèles sans la présence physique du client, qui est agité par les patrons pour intensifier leurs attaques, cette fois contre la banque de détail à travers des fermetures d'agences et des suppressions de postes. La Société générale vient d'annoncer la fermeture de 300 agences à l'horizon 2020, représentant 900 emplois qui s'ajoutent aux 3550 suppressions déjà annoncées au début de 2016. Du côté de BPCE (Banque populaire, Caisse d'épargne), ce sont 400 agences représentant 4 000 emplois qui vont être rayées de la carte. À la Caisse d'épargne d'Île-de-France, 29 agences sur les 455 recensées à ce jour vont disparaître à l'horizon de la fin de 2019. On imagine facilement les conséquences de ces choix : un service dégradé pour les clientEs, surtout les plus modestes, une surcharge de travail supplémentaire pour les salariéEs avec pour corollaires l'intensification des rythmes et davantage de souffrance au travail, le tout dans un contexte où les CHSCT auront disparu.

Fuite en avant

Ces évolutions s'inscrivent dans une fuite en avant d'un capitalisme financiarisé qui brûle tout sur son passage : peuples, ressources naturelles, droits sociaux, emplois. Dans un tel contexte, la socialisation de l'intégralité du secteur bancaire et des assurances pour en faire un service public s'impose comme une mesure prioritaire. Car d'autres choix sont possibles. Pourquoi ne pas consacrer les gains de productivité à la diminution du temps de travail plutôt que de les affecter aux seuls profits des actionnaires ? Cela permettrait non seulement de maintenir les emplois existants, mais aussi d'en créer de nouveaux. Une mobilisation des salariéEs des banques serait indispensable. Toutes banques confondues, il s'agit de défendre, toutes ensemble, les emplois, les conditions de travail et le service aux clients. Une remise en cause du « libéralisme numérique » est nécessaire, tant celui-ci conduit à « un accompagnement algorithmique tendanciellement continu de nos existences », pour reprendre les mots d'Éric Sadin².

Côté syndical, c'est un syndicalisme de lutte qui est à l'ordre du jour, et non un syndicalisme d'accompagnement dont on mesure aujourd'hui les insuffisances et les nuisances.

Patrick Saurin

1 – <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/154000252.pdf>

2 – Éric Sadin, *La Silicologisation du monde. L'Irrésistible Expansion du libéralisme numérique*, Paris, L'Échappée, 2016.

LES MÉTIERS DE LA BANQUE EN VOIE DE DISPARITION



Le bal des affreux se poursuit

NETANYAHOU À L'ÉLYSÉE

Pour la seconde fois depuis son élection, Emmanuel Macron recevra, le 10 décembre, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Coïncidence des dates, le 10 décembre est depuis 1950 la Journée internationale des droits humains : tout un symbole.

Le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale de l'ONU, réunie à Paris, adoptait la « Déclaration universelle des droits de l'homme », texte à valeur déclarative et non contraignante, mais à forte portée symbolique. 69 ans plus tard, la France, auto-proclamée « patrie des droits de l'homme », a choisi de célébrer cet anniversaire d'une façon bien particulière en recevant le chef de l'exécutif d'un État qui, depuis le premier jour de son existence, viole les droits humains et, plus généralement, le droit international.

Une provocation

Les prétendus rois et reines de la com' qui peuplent l'Élysée sont des récidivistes. En juillet dernier, Macron avait en effet déjà reçu Netanyahu et l'avait invité à participer aux commémorations de la rafle du Vél d'hiv, au cours de laquelle, les 16 et 17 juillet 1942, 13 152 hommes, femmes et enfants juifs furent arrêtés par les autorités de Vichy à la demande des nazis, avant d'être déportés. Un véritable scandale lorsque l'on connaît la propension des dirigeants israéliens en général, et de Netanyahu en particulier, à instrumentaliser la mémoire du génocide juif, dont ils se revendiquent les uniques dépositaires, et au nom de laquelle ils prétendent légitimer leur politique coloniale à l'égard des PalestinienEs.

Le Premier ministre israélien est cette fois convié à l'occasion d'une



autre date symbolique et, quand bien même on n'attacherait pas d'importance démesurée à la Déclaration de 1948, et quand bien même on aurait été tout aussi révolté par une visite de Netanyahu à une autre date, on est en droit de percevoir cette (malheureuse ?) coïncidence comme une provocation. A fortiori dans le contexte actuel de mobilisation, en France et à l'international, pour la libération de Salah Hamouri, emprisonné par Israël depuis plus de 100 jours sous le régime de la détention administrative, qui permet aux

autorités militaires israéliennes de maintenir en prison des PalestinienEs sans aucune charge et sans aucune preuve.

Emmanuel Macron, l'ami des bourreaux

« Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. » (article 9) ; « Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation

en matière pénale dirigée contre elle. » (article 10) ; « Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées. » (article 11.1). Est-ce pour lire à Netanyahu ces articles de la Déclaration de 1948 que Macron l'a convié le 10 décembre ? On est en droit d'en douter...

À l'instar de ses prédécesseurs, le président français a en effet choisi de resserrer les liens avec Israël, le considérant comme un allié régional au côté d'autres sympathiques régimes, au premier rang desquels l'Égypte et l'Arabie saoudite. La diplomatie de Macron ne s'encombre guère de détails aussi insignifiants que le respect des droits humains et du droit international, et le bal des affreux va donc se poursuivre à l'Élysée. L'imposture que représente celui qui se prétend « moderne » et « progressiste » est chaque jour plus patente et, même si nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire, cette nouvelle invitation nous contraint à le répéter : Emmanuel Macron est l'ami des puissants, des dictateurs et des bourreaux, pas celui des peuples.

Julien Salingue

LOI « CONFIANCE DANS LA VIE POLITIQUE »

Le fichage des militantEs est en marche !

Toujours plus pressée par les effets délétères de turpitudes étalées dans les médias et devenues insupportables à une population légitimement écœurée, les lois successives sur le financement politique, récemment élargies à la trop bien nommée « moralisation » de la vie publique, s'empilent et s'imposent de façon contradictoire à la bourgeoisie à un rythme accéléré depuis 30 ans.

LE FN À LA RUE



droit, pour toute personne physique abondant ce compte, à une déduction fiscale spécifique ayant pour but de favoriser le financement des partis. Mais cet agrément impose un contrôle accru dudit compte. En l'occurrence, puisque qu'une déduction fiscale est accordée, tout versement sur ce compte agréé doit donner lieu à l'édition d'un reçu fiscal permettant de satisfaire aux exigences du Trésor public en cas de contrôle. Rien de

scandaleux en soi. Mais un reçu fiscal comporte évidemment un nom, un prénom et une adresse. Et si l'on impose à toute personne souhaitant verser de l'argent à un parti de révéler son identité, si cette obligation n'est plus imposée aux seuls donateurEs ponctuels mais à l'ensemble des adhérentEs, on aboutit par un pervers mécanisme bureaucratique... à un fichage exhaustif de tous les militantEs!

L'État fort en marche

Peu importent les gages techniques et juridiques donnés de bonne foi par la CNCCFP. Peu importent la qualité de ses systèmes de protection informatique et son statut d'indépendance formelle vis à vis de l'État. Aujourd'hui déjà, et demain plus encore, l'État fait ce qu'il veut. L'article 4 de la Constitution, dans lequel il est dit que les partis « se forment et exercent leur activité librement », est une base libérale dont aucun démocrate bourgeois, ni même socialiste, ne saurait renier la nature élémentaire. Or, quand on oblige un parti à collecter le moindre centime sur un compte agréé synonyme de fichage silencieux sous le prétexte d'une obligation fiscale indument élargie et détournée, il semble bien que l'État fort soit en marche. La loi transposant l'état d'urgence dans le droit commun en est son glaive. Mais toute la machinerie de contrôle des partis, moins compréhensible et visible, et ce d'autant qu'elle comporte certaines avancées, en est l'un de ses boucliers.

Sylvain Madison

ARGENTINE Escalade répressive contre le peuple mapuche

Vendredi 1^{er} décembre a eu lieu, à Paris, un rassemblement contre la répression exercée en Argentine à l'encontre du peuple mapuche, à l'appel d'organisations de solidarité argentines et latino-américaines, auquel a participé le NPA.

Le mot d'ordre de l'appel disait avec clarté : « *Aujourd'hui plus que jamais, nous devons nous mobiliser pour arrêter cette escalade répressive en Argentine.* »

Répression planifiée

La répression du gouvernement de Macri est criminelle et fait partie d'un véritable plan. Le 1^{er} août, le militant Santiago Maldonado disparaissait après avoir subi le feu des balles de la gendarmerie. Son corps est réapparu 45 jours après et, selon la version officielle, il se serait simplement noyé dans la rivière.

Le 25 novembre Rafael Nahuel a été assassiné près du lac Mascaradi lors d'une manifestation, et il y a eu trois blessés par balle. Facundo Jones Huala – dirigeant de la résistance populaire mapuche – est quant à lui prisonnier, en attente de son extradition au Chili.

Les Mapuches se mobilisent pour leurs terres et protestent contre la déprédation de la Patagonie que réalisent les grands groupes capitalistes nationaux et internationaux.



Facundo Jones Huala, leader mapuche. DR

Le gouvernement les traite comme un groupe subversif et violent, qui ne reconnaît pas l'État argentin. On sait ce que cela signifie en Argentine.

Avec l'accord des gouverneurs péronistes, la militarisation de toute la Patagonie s'est mise en marche. Le vendredi 1^{er} décembre une manifestation de travailleurEs

de la santé a été violemment réprimée à Neuquen.

Austérité et violence

Le président Macri est en train d'exécuter un violent plan d'austérité. Il s'agit de liquider la législation sociale, d'augmenter brutalement les tarifs des services publics, de diminuer les retraites,

de réduire les aides sociales, c'est-à-dire d'imposer une misère encore plus grande que celle que connaît le peuple argentin.

Il y a des résistances et des mobilisations contre le gouvernement, contre l'austérité et contre la répression. À Buenos Aires des dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées en faveur de Santiago Maldonado. En Patagonie aussi. Les interventions assassines des forces répressives contre les Mapuches sont un premier chapitre de ce que les autorités entendent généraliser dans tout le pays.

De plus, Macri préside maintenant le G20 et doit montrer au grand capital sa capacité à imposer ses plans, si nécessaire dans le sang. Le 7 décembre, la « Rencontre Mémoire Vérité et Justice » – qui coordonne les organisations politiques de gauche, de la jeunesse et les organismes militants de défense des droits de l'homme – appelle à la « Marche de la Résistance », place de Mai de Buenos Aires. Le peuple argentin, la classe ouvrière, la jeunesse et tous les ceux qui luttent, exigent justice pour Maldonado et Rafael Nahuel, la démission de la secrétaire à la Sécurité, et considèrent le gouvernement comme responsable de cette vague criminelle.

Correspondant



Le monde en bref

Yémen Situation tragique

Le 4 décembre, on apprenait la mort de l'ancien président yéménite Ali Abdallah Saleh, au cours d'une offensive menée à Sanaa par les rebelles houthistes, anciens alliés de Saleh, soutenus par l'Iran. Un cap supplémentaire vient ainsi d'être franchi dans un pays ravagé par une guerre civile entretenue par les rivalités régionales entre l'Iran et l'Arabie saoudite. La coalition conduite par cette dernière multiplie les bombardements et impose un blocus qui a accéléré la descente aux enfers du Yémen. D'après Ahmed ben Lassoued, du bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU à Sanaa, « *il y a 17 millions de personnes qui sont en situation d'insécurité alimentaire, c'est la plus grande crise épidémique de choléra au monde, où nous avons dépassé le cap des 900 000 malades. Depuis la mise en place d'un blocus par l'Arabie saoudite, tous les points d'entrée sont fermés dans le pays. Or le Yémen ne dépend que des importations. Sept millions de personnes sont au bord de la famine.* » Pour Caroline Seguin, responsable adjointe de la cellule Moyen-Orient de Médecins sans frontières, « *c'est l'ensemble du pays qui a besoin d'une aide d'urgence.* » Et pendant ce temps-là, la France continue de vendre ses armes et ses machines de guerre à son allié saoudien...

Israël Netanyahu cerné par les affaires de corruption

Invité à Paris le 10 décembre (voir article en page 5), Benjamin Netanyahu fait face à une mobilisation de plus en plus forte, en Israël, pour dénoncer les affaires de corruption dans lesquelles il est impliqué. Le 2 décembre, 20 000 personnes ont manifesté à Tel Aviv pour exprimer leur ras-le-bol général contre la corruption, et pour dénoncer le Premier ministre, en particulier. Netanyahu est mouillé, avec plusieurs de ses collaborateurs, dans diverses affaires, et a déjà été interrogé à cinq reprises par les enquêteurs. Son épouse, soupçonnée d'avoir détourné de l'argent public pour des dépenses d'ordre privé, a été elle aussi entendue. Mais le Premier ministre traite la justice et les journalistes par le mépris en affirmant, malgré les preuves et les témoignages qui s'accumulent, qu'il n'est coupable de rien. Ce qui ne l'a pas empêché de tenter, avant de partiellement reculer, de faire passer une loi dont le but est d'interdire à la police de rendre publiques ses conclusions lors d'enquêtes touchant des personnalités médiatiques. À l'instar de son prédécesseur Ehud Olmert, condamné à deux ans et trois mois de prison en 2016 pour des faits de corruption relatifs à son mandat de maire de Jérusalem, Netanyahu n'est pas seulement un bourreau pour les Palestiniens mais aussi, de toute évidence, un voleur et un menteur de premier ordre.

Catalogne La campagne électorale en prison

La « justice » espagnole a décidé, le 4 décembre, de maintenir en prison plusieurs dirigeants catalans incarcérés depuis plus d'un mois en raison de leur participation/soutien au processus d'indépendance. Parmi eux, Oriol Junqueras, vice-président catalan destitué et leader de l'ERC (Gauche républicaine catalane), en tête dans les sondages pour les élections du 21 décembre, et les « deux Jordi », Jordi Cuixart et Jordi Sanchez, dirigeants des deux principales associations indépendantistes catalanes (Omnium Cultural et l'Assemblée nationale catalane). Un ex-ministre catalan, Joaquim Forn, membre du parti de Carles Puigdemont (le PDeCAT), a également été maintenu en détention, tandis que six autres ex-ministres catalans ont obtenu une liberté provisoire, en échange d'une caution de 100 000 euros (par tête). L'occasion de se souvenir des déclarations de Mariano Rajoy, Premier ministre de l'État espagnol, le 27 octobre dernier, lors de l'annonce de la convocation des élections du 21 décembre : « *Il est urgent de rendre leur voix aux citoyens catalans dans des conditions démocratiques. J'ai décidé de convoquer au plus tôt ces élections libres, propres et légales qui pourront restaurer la démocratie.* » C'est bien parti.

JS

GRÈCE Quelle mémoire de 1917 ?

Chaque 17 novembre, en Grèce, la révolte des étudiantEs de l'École polytechnique d'Athènes contre la junte des colonels en 1973 est une commémoration de masse. L'hommage à la mémoire des étudiantEs tués gêne à l'évidence la bourgeoisie, qui aimerait neutraliser ce rendez-vous toujours très politique. Cette année, l'anniversaire coïncidant avec les 100 ans de la révolution soviétique, la gauche anticapitaliste Antarsya avait décidé d'organiser deux soirées de débats à Polytechnique. Retour sur la première d'entre elles.

Au programme de la première soirée, Octobre 1917, avec des intervenants de plusieurs pays, dont notre camarade Patrick Le Moal. Quand on connaît l'importance de la gauche grecque, toujours dominée par le KKE (PC grec), mais aussi avec l'influence du mouvement anarchiste et d'Antarsya (avec dans ses composantes la grosse organisation NAR, issue de la scission de la jeunesse du KKE en 1989), l'enjeu d'un retour sur la révolution soviétique est évident.

Contre le récit stalinien

En effet, le KKE garde une analyse 100% stalinienne : dans un entretien au journal *Efimerida ton Syntakton*, son chef Koutsoumbas explique que Trotski voulait une pause fatale dans la construction du socialisme en URSS, que l'on peut historiquement rechercher quelques faiblesses et erreurs dans les années 1930, mais que les procès de Moscou ne sont jamais que l'expression classiquement dure du combat de classes dans les périodes révolutionnaires et que la « stalinologie » n'a en fait d'autre but que d'injurier cette période où se sont mises en place les bases du socialisme...

Cela peut sembler risible, mais le KKE fait ce récit dans de gros meetings, d'où l'importance d'un débat de fond dans toute la gauche. NAR a commenté ces propos dans son journal,



soulignant que ce « récit » tentait de justifier l'injustifiable, rappelant l'anéantissement des révolutionnaires sous le régime stalinien, mettant en garde pour l'avenir contre cette théorie des révolutions qui mangent leurs enfants. L'article rappelle aussi la lettre de Lénine insistant sur la nécessité mise à l'écart de Staline : Koutsoumbas, lui, indiquait seulement que Lénine critiquait une tendance de Trotski à l'autosatisfaction, sans mentionner Staline ! Ce que met aussi en cause NAR, c'est le simplisme des explications (tout allait bien sous Staline mais après sa mort, des opportunistes ont favorisé des couches sociales ayant intérêt à restaurer le capitalisme) alors que la période actuelle exige évidemment un réexamen précis de l'URSS.

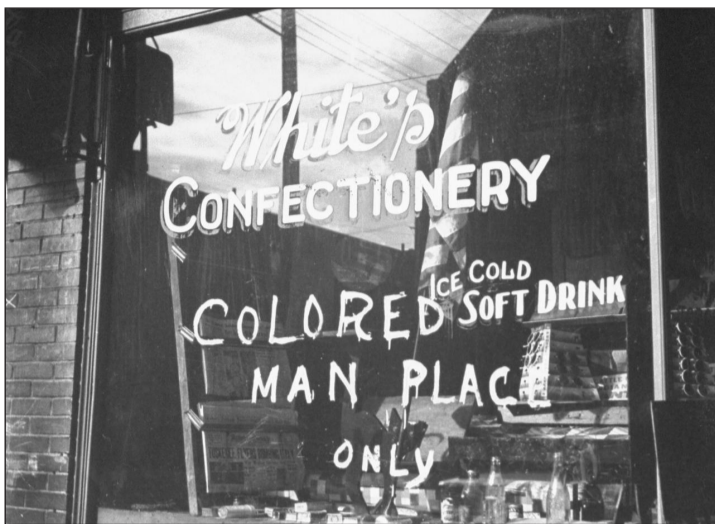
Antarsya veut ce débat, nécessaire car l'enjeu est à la fois une relance dynamique du mouvement de masse – à l'heure où le rapport de la Cour des comptes européenne montre que les mémorandums étaient une stupidité économique – et le renforcement d'une gauche anticapitaliste large, éloignée des intérêts boutiquiers et ouverte à la discussion avec les militantEs du KKE, de LAE, de différents groupes anarchistes. À noter : des encagoulés apolitiques s'étant enfermés dans Polytechnique, l'initiative « Octobre 1917 » a eu lieu ce soir-là... dans la rue !

À Athènes, A. Sartzekis

DES DROITS CIVIQUES À L’AFFIRMATION DE SOI

Dans les années 1950, le mouvement des droits civiques embrasa le sud des États-Unis. La vie sociale y était alors dominée par la ségrégation, la séparation des Blancs et des Noirs.

Concrètement, la ségrégation se manifestait par tout un attirail de lois racistes interdisant aux Noirs de s’installer dans un quartier blanc, de fréquenter une école blanche, même de s’asseoir à côté des Blancs dans un bus. Les Noirs étaient des citoyens de seconde zone n’ayant accès qu’à des équipements inférieurs. La ségrégation avait été mise en place après la fin de l’esclavage afin de faire comprendre aux Noirs leur place subalterne. Cependant, quelque chose changea dans la conscience des Noirs après la Seconde Guerre mondiale. Leurs aspirations évoluèrent. Pendant la guerre, des centaines de milliers de Noirs se retrouvèrent sous les drapeaux, et de retour au foyer, ils furent d’autant moins enclins à supporter davantage de vexations, à l’instar de beaucoup de vétérans. Enfin, les révoltes anticoloniales, de l’Afrique à l’Asie, montrèrent qu’il était possible de se libérer du joug des Blancs. En 1954, la décision de la Cour suprême des États-Unis *Brown vs. Board of Education* déclara illégale la ségrégation scolaire et stimula la faim d’égalité des Noirs. La lutte la plus emblématique eut lieu en décembre 1955 à Montgomery (Alabama) : le refus de Rosa Parks de laisser son siège à un passager blanc dans la partie qui leur était réservée provoqua son arrestation et entraîna un



boycott des bus par la communauté noire, qui dura plus d’un an, acquit une audience nationale et fit de Martin Luther King une figure du mouvement. En 1964 l’Equal Rights Act et en 1965 le Voting Rights Act mettent fin légalement à la ségrégation et garantissent aux Noirs le droit de vote dans le sud.

De la loi à la réalité....

Alors qu’avant la Première Guerre mondiale la population noire était principalement rurale et concentrée dans le Sud, les besoins de l’industrie, notamment l’industrie de guerre, avaient nécessité une nouvelle main-d’œuvre : les Noirs avaient alors migré vers les villes du Nord, et ce

phénomène s’accrut pendant la Seconde Guerre. Les Noirs y étaient parqués dans des ghettos avec des conditions de vies bien inférieures à celles des Blancs en matière de logement, d’éducation, de santé, etc. Et si la machine politique étatsunienne avait été forcée par le mouvement de masse à reconnaître le caractère inhumain de la ségrégation dans le Sud, l’hypocrisie était de mise concernant la misère des ghettos, surtout chez les Démocrates qui essayaient de faire oublier leur soutien passé à la ségrégation dans le Sud et essayaient de récupérer les voix des Noirs au nord. Le leader noir Malcolm X disait ironiquement préférer les Démocrates

du Sud, ouvertement racistes, aux hypocrites Démocrates du nord qui disaient être opposés à la ségrégation mais qui refusaient la fin de la ségrégation de fait dans le Nord.

Briser les liens de l’oppression

Les manifestations de mécontentement des Noirs prirent au nord la forme d’émeutes. Le maillage organisationnel du Nord était beaucoup plus lâche que dans le Sud où existaient de nombreuses églises qui avaient été le fer de lance et le gros des troupes de Martin Luther King. Les émeutes sont également un des signes d’une rébellion urbaine, différente du Sud rural. On a beaucoup opposé à l’époque le caractère pacifique du mouvement des droits civiques au côté violent des émeutes. C’est méconnaître la nature réelle du mouvement des droits civiques où coexistaient des pratiques de non-violence active (se mettre volontairement sous le feu de l’ennemi pour montrer sa supériorité morale) et des pratiques d’autodéfense comme à Monroe en Caroline du Nord avec Robert F. Williams et de nombreux autres exemples. Les émeutes de 1967 sont un des signes de la radicalisation de la jeunesse noire des grandes villes du nord. La Ligue des travailleurs Noirs révolutionnaires et le Black Panther Party naquirent à la fin des années 1960.

DE 1964 À 1967, LA CITADELLE IMPÉRIALISTE ÉBRANLÉE DANS SES FONDEMENTS

« Ce fut précisément pendant ces années 1964-1965, au cours desquelles le Congrès votait les lois sur les droits civiques, qu’eurent lieu de nombreuses émeutes à travers tout le pays : en Floride, après l’assassinat d’une femme noire et une menace d’attentat à la bombe contre un lycée noir ; à Cleveland, lorsqu’un prédicateur noir fut tué alors qu’il protestait pacifiquement contre la discrimination raciale dans la profession du bâtiment ; à New York, quand un jeune Noir de quinze ans fut abattu au cours d’une altercation avec un policier en dehors de son service. Rochester, Jersey City, Chicago et Philadelphie connurent également des émeutes. »

La remarque faite par Howard Zinn dans son *Histoire populaire des États-Unis* souligne le tournant que représente la fin des années 1960. L’État fédéral, contraint par près de dix années de mobilisations du mouvement des droits civiques, s’était résolu à faire disparaître tout l’échafaudage des lois ségrégationnistes qui existaient dans le Sud. Mais l’abolition juridique de la ségrégation ne signifiait pas, loin s’en faut, la fin concrète de celle-ci et du racisme, y compris dans le Nord qui n’avait pas connu la ségrégation officielle. Partout, le racisme et les exactions des racistes, les insultes, les brutalités de la police qui allaient parfois jusqu’à l’assassinat, étaient le lot quotidien de la population noire.

Racisme et question sociale

S’ajoutait à cette violence la misère qui sévissait dans les ghettos. Selon un rapport gouvernemental établi en 1967 après les émeutes, 35% des Afro-Américains vivaient

en-dessous du seuil de pauvreté. 44% étaient logés dans des taudis infestés de rats. Johnson, alors président des USA, avait mis en place un « programme contre la pauvreté » sans moyens financiers, tandis que la guerre du Vietnam engloutissait des milliards. L’inégalité, l’infériorité de la situation faite aux Noirs étaient de la même façon exprimées par toutes les statistiques concernant les conditions de vie, la mortalité infantile, la santé, l’accès à l’éducation, au logement, le taux de délinquance... L’injustice sociale se confondait avec la discrimination raciale. Telle était la toile de fond politique du soulèvement de Watts en Californie. L’agression par la police d’un conducteur noir ne fut que le déclencheur. Débutée le 11 août 1965 – quelques jours après que Johnson eut promulgué la loi sur les droits de vote (Voting Rights Act) –, la rébellion stupéfiante le pays du fait de son caractère insurrectionnel. Le 17 août, on dénombrait 34 morts,

1032 blessés, et la police avait arrêté 3952 personnes.

En 1966, c’est d’abord Chicago qui fut touchée, puis Cleveland, Dayton, San Francisco, Atlanta et Omaha ; l’année suivante Boston, Nashville, Cincinnati, Newark, Milwaukee et Detroit. Entre 1964 et 1968, 257 villes des États-Unis furent touchées par 329 émeutes au cours desquelles plus de 50 000 personnes furent arrêtées, plus de 8 000 blessées et 220 tuées, la plupart des civils afro-américains. Furent employés dans la répression des armes lourdes, des voitures blindées, des hélicoptères. En 1968, quand Martin Luther King fut assassiné, des centaines de villes se soulevèrent presque simultanément.

Radicalisation politique

Watts a obligé King à développer une nouvelle stratégie, et c’est ainsi que s’opéra le rapprochement entre lui et Malcolm X, passé du réformisme économique-religieux des Black

Muslims à la lutte organisée et violente contre le pouvoir d’État et son appareil militaro-policier. Cette évolution s’accompagnait de la prise de conscience de la dimension internationale de la lutte des Noirs américains contre l’État US, liée à la lutte des Noirs d’Afrique contre l’impérialisme. Malcolm X ne put cependant dépasser ce qu’il appelait « la philosophie politique du nationalisme noir » : « l’homme noir devrait contrôler la politique et les politiciens de sa communauté, pas davantage... La philosophie économique du nationalisme noir est nette et simple : nous devons contrôler l’économie de notre communauté. » Leur évolution politique ne put aller jusqu’à la prise de conscience que leur lutte ne pouvait aboutir pleinement qu’avec la fin des rapports d’exploitation capitaliste. Une telle évolution nécessitait qu’une fraction du mouvement ouvrier se situe dans cette perspective, alors que dominait la collaboration de classe.



L’APOGÉE DU NOIR AMÉRICAIN

Dossier réalisé par Stan

UN IMMENSE

Été 1967. Un été chaud, les villes nord-américaines s’embrasent. Un long métrage de Kathryn Bigelow *Detriot* aient connues. Le long métrage de Kathryn Bigelow *Detriot* Mais le film se concentre sur un fait isolé, une nuit particulière qui permet pas de saisir le contexte et l’histoire qui a enfanté les

Nous voudrions aborder l’été 1967 sous cet angle : un contexte, un moment particulier de la lutte des Afro-Américains, où leur combat atteint son paroxysme alors que la conquête des droits civiques s’avère ne rien changer dans leur vie, en particulier dans les villes industrielles du Nord où vit un important prolétariat noir. Si Detroit connaîtra une répression particulièrement violente, 43 morts dont 33 Afro-Américains, ce sont 159 villes qui sont touchées. La première est Newark, dans le New Jersey. L’insurrection démarre le 12 juillet et fera 26 morts, ensuite Detroit, le 23 juillet, puis les autres villes. Au total, 83 personnes tuées,

des milliers de blessés, des quartiers dévastés.

Le monde voit les villes américaines s’enflammer alors que les USA sèment la mort au Vietnam et la haine dans le monde entier. Un immense espoir se forme, l’espoir que la révolte des peuples coloniaux combinée à celle de la communauté la plus opprimée au cœur de la citadelle impérialiste puisse bouleverser le monde.

« I am not your Negro »

C’est cette période qu’évoque le magnifique film de Raoul Peck, *I am not your Negro*, qui se fait le porte-parole de James Baldwin, de son puissant récit du combat de trois grandes figures des

DETROIT



MOUVEMENT OUVRIER AUX USA

Miller et Yvan Lemaître

UN ESPOIR DÉÇU

«... ce sont les émeutes les plus meurtrières que les États-Unis ont connues, sorti en France en octobre, a le mérite d'en témoigner. Un événement dramatique, la tragédie de l'Algiers Motel. Il ne faut pas oublier que ces émeutes ni leur signification ni leur dimension historiques.

droits civiques, Medgar Evers, Malcolm X et Martin Luther King, assassinés en 1963, 1965 et 1968. « Nous autres, noirs américains, nous vivons dans un pays où l'espoir n'existe pas. Nous sommes des hommes sans avenir » écrivait-il peu avant les émeutes. « Tout cela finira mal ! Car l'Amérique, c'est aussi notre pays à nous, les Noirs. Le Blanc – en nous reniant – se renie lui-même ! »

La plaie demeure aujourd'hui béante, témoin douloureux de l'incapacité de la classe dirigeante, de son État d'en finir avec le racisme comme avec toutes les discriminations, tant il est vrai qu'elles sont le produit barbare de la société d'exploitation, de la

folie des esprits manipulés qui cherchent des boucs-émissaires à leur propre misère. La vague révolutionnaire des années 1960 n'a pu en venir à bout. Elle a brisé les liens formels, juridiques de l'oppression raciale ou coloniale, mais le nouvel essor du capitalisme qui a suivi les a entretenus dans la réalité des rapports d'exploitation mondialisés. L'immense espoir né alors indique la voie pour la révolution à venir : attaquer la question à la racine, briser les rapports d'exploitation, de domination dans la réalité des rapports sociaux, jusque dans la conscience même des opprimés. Une révolution qui sera l'œuvre du prolétariat...

LES ÉMEUTES DE DETROIT, DU MOUVEMENT NOIR À LA LUTTE DE CLASSE

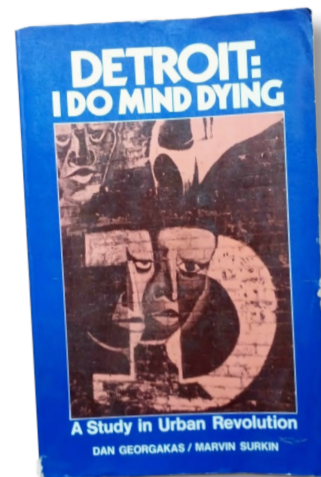
Après la première émeute de l'été 1967, le soulèvement de Newark violemment réprimé, commence l'émeute de Detroit lorsque des policiers tentèrent d'arrêter les clients d'un bar organisant une fête pour le retour d'un vétéran du Vietnam.

Voici ce qu'en dit Daniel Guérin, qui en souligne la spécificité : « Dans cette immense cité industrielle, les travailleurs de l'industrie la plus avancée, celle de l'automobile, Blancs et Noirs se côtoient ou s'entremêlent. Les relations interraciales y sont moins tendues, le niveau de vie du ghetto relativement plus élevé qu'ailleurs. Certains Noirs, en vertu de leur ancienneté à l'usine, ne gagnent pas moins de trois dollars de l'heure, possèdent maison, voiture, réfrigérateur et télévision. Et pourtant Detroit a été transformé en un champ de bataille. Toute l'activité du centre de la ville a été paralysée, vingt mille policiers et soldats ont participé à la répression, il y a eu quarante morts, mille blessés, plus de quatre mille arrestations, suivies d'odieuses brutalités policières, de gigantesques dégâts matériels, tout un quartier aux murs calcinés à reconstruire. La "reprise" des marchandises y a revêtu une forme primitive de redistribution communautaire, effectuée dans la bonne humeur, la joie d'être libéré des frustrations accumulées. La

colère de la foule ne s'est déchaînée que contre l'autorité représentée par les forces dites de l'ordre. Il y a eu peu d'incidents entre civils blancs et noirs. Au contraire, des centaines de Blancs ont participé, au coude à coude avec les Noirs, à la "reprise" des marchandises et à la lutte contre les flics. Dix pour cent des personnes arrêtées ont été des Blancs. Parmi eux, il y avait des originaires du Sud. Ils n'ont pas pris position contre les Noirs. Ils n'ont pas fait mine de défendre le pouvoir blanc »¹. La répression fit 43 morts et 1189 blessés, et il y eut 7200 arrestations. Une réaction des autorités à la mesure de la peur que suscitait l'éventualité d'une contagion aux travailleurs blancs.

Vers les lieux de travail

Detroit montrait les possibilités qui n'avaient pas encore été saisies ailleurs. L'action militante des travailleurEs noirs se transposa rapidement aux lieux de travail où les travailleurs disposaient de droits collectifs. En 1968, le syndicat UAW (United Auto Workers) estimait que près de la moitié des



travailleurs des usines automobiles de la zone de Detroit étaient des Noirs. En mai de cette année, les travailleurs afro-américains de l'usine Chrysler de Dodge Main lancèrent une grève sauvage et une nouvelle organisation, le Mouvement syndical révolutionnaire de Dodge (DRUM). Comme en témoigne le livre *Detroit. I Do Mind Dying*, ce n'était pas une action spontanée, mais le produit d'années d'organisation, accéléré par l'éveil de la rébellion de 1967.

Le DRUM donna naissance à un réseau plus large, la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires. La Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires fut à cette époque le plus avancé des regroupements militants noirs, et eut un écho significatif dans le mouvement ouvrier. Concentrés dans des secteurs clés de l'industrie, confrontés à des patrons qui les cantonnaient aux emplois les plus pénibles et dangereux, et frustrés par des responsables syndicaux qui ne défendaient pas vraiment leurs intérêts, les militants afro-américains s'emparèrent de questions qui concernaient également les travailleurs Blancs – dont beaucoup participèrent aux grèves sauvages et à d'autres actions dirigées par des Noirs. Ils jouèrent un rôle central dans les mouvements de grève des années 1970. Une expérience limitée mais qui montre qu'il était possible de sortir du cadre du « nationalisme noir » pour placer le combat sur le terrain de classe...

¹ - Daniel Guérin, *De l'Oncle Tom aux Panthères*, éditions 10/18, 1973, p. 245-246.

DE BLACK LIVES MATTER À L'UNION DE TOU-TE-S LES EXPLOITÉ-E-S?

Le mouvement noir qui s'était manifesté dans les émeutes de 1967 a été écrasé par la répression gouvernementale et la crise économique des années 1980.

À Detroit, le centre-ville a été complètement abandonné par les Blancs au profit de la banlieue (la fameuse fuite des Blancs, la white flight) et à mesure que ses occupants plus cossus partaient, les services municipaux et la qualité du logement ont plongé. Les emplois industriels qu'occupaient beaucoup de Noirs, notamment dans les usines automobiles, ont été délocalisés, en Chine, au Mexique et dans le sud des États-Unis où les droits syndicaux sont quasi inexistantes. Des années 1950 à aujourd'hui, Detroit a perdu la moitié de sa population. Elle est aujourd'hui à 80% noire et latino et pauvre. La crise des subprimes a vu des milliers d'habitants perdre leur logement et les maisons en ruine barricadées de planches sont légion. Les quelques gains, mêmes formels, du mouvement des droits civiques ont été escamotés par un nouveau système oppressif : l'incarcération de masse.

Nouveaux mouvements sociaux

Pourtant, depuis 2014 de nouveaux mouvements sociaux se sont levés et se battent contre le



racisme, la misère et les violences policières. Suite à l'assassinat de Michael Brown, des dizaines de milliers d'Afro-AméricainEs sont descendus dans les rues de tout le pays, principalement des jeunes, malgré les appels au calme de Barack Obama et de figures du mouvement pour l'égalité des droits liées au Parti démocrate, comme les pasteurs Al Sharpton ou Jesse Jackson. Ils ont bloqué des carrefours, des autoroutes, des gares et des ponts, de San Diego à New York. Depuis, des meurtres d'Afro-Américains par des policiers, qui pouvaient passer inaperçus à une échelle nationale, ont suscité des mobilisations importantes et également une très forte répression. Après la décision du Grand Jury concernant Michael Brown, le gouverneur de l'État du Missouri a décidé de déployer la garde nationale à Ferguson, c'est-à-dire l'armée. Suite à l'assassinat de Freddie Gray en avril 2015, à

Baltimore, et après les mobilisations et les émeutes qui l'ont suivi, 5 000 gardes nationaux ont également été déployés. Ces mobilisations combinent émeutes comme à Baltimore et manifestations plus traditionnelles comme à Minneapolis. Ce sont elles qui ont donné naissance à Black lives matter.

Vers la rupture avec les Démocrates?

Le niveau actuel d'organisation des Afro-Américains est très faible, combinaison d'une répression très violente et d'une longue période de reculs et de trahisons par les Démocrates et leurs alliés syndicaux. Il existe des ONG et des groupes locaux qui tentent à l'heure actuelle de se lier les uns aux autres. Si une organisation politique afro-américaine nationale réussit à se constituer, elle devra nécessairement se poser la question de ses rapports avec le Parti démocrate,

qui est un spécialiste dans l'art de la récupération des mouvements sociaux. En effet, au nom de la logique du « moindre mal » et de l'impossibilité de « travailler hors du système », depuis le mouvement des droits civiques de nombreux leaders noirs et ouvriers ont été happés par cette gigantesque machine à étouffer les luttes qu'est le Parti démocrate. La recherche d'une indépendance politique doit se manifester d'ores et déjà par le refus de la pression exercée sur les mouvements sociaux pour qu'ils se concentrent sur l'arène électorale, et par l'affirmation que c'est dans la rue que tout se joue. Alors que le Parti démocrate réussit l'exploit d'être plus à droite que Trump, et est empêtré dans une rhétorique guerrière et nationaliste, le mouvement doit refuser de se subordonner à l'alternance « progressiste » qu'offriraient les Démocrates. Du côté de l'extrême gauche, les Democratic Socialists of America (DSA) dans le sillage de la campagne de Bernie Sanders aux primaires démocrates (qui se dit « démocrate socialiste » alors qu'il est le sénateur qui reçoit le plus de contributions financières de l'industrie de l'armement) semblent avoir le vent en poupe et revendiquent 30 000 adhérents. Mais leur refus, à 60% des votes des délégués, lors de leur dernière conférence, de sortir du Parti démocrate aggrave mal de leur capacité et de leur volonté à défendre une politique indépendante qui permette d'unir touTEs les exploitésEs quelle que soit leur couleur de peau. C'est pourtant la voie à suivre...

UNIVERSITÉ

Fin de la compensation : le plan Vidal révèle ses pires surprises

Le plan Vidal (du nom de la ministre de l'Enseignement supérieur) a déjà montré à quel point il s'opposait aux intérêts des étudiantEs des universités : sélection en licence, création d'une université à plusieurs vitesses avec la modulation des enseignements, renforcement du contrôle sur les étudiantEs avec des « contrats pédagogiques »... Mais il continue à dévoiler des surprises.

Parmi elles, la fin programmée de la compensation entre les unités d'enseignement (UE), conséquence directe de la modulation des enseignements.



Un moindre accès aux diplômes universitaires

Jusqu'ici, les étudiantEs pouvaient valider un semestre, voire une année, s'ils et elles avaient, globalement, la moyenne. En d'autres termes, si unE étudiantE obtenait 10 de moyenne générale sur l'année, avec des UE (c'est-à-dire des cours à valider) en-dessous de la moyenne, tout pouvait être validé. Mais cela est remis en cause par la modulation des diplômes : en supprimant la validation par semestre, et en la déplaçant cours par cours, le ministère va supprimer la compensation entre les matières.

En effet, dans l'idée d'une université plus « flexible », les UE n'auront plus aucun lien entre eux, et les étudiantEs devront donc avoir 10 dans toutes les matières pour valider leurs diplômes. Une mesure qui va sanctionner particulièrement les élèves les plus en difficultés, qui pouvaient ainsi compenser une matière très difficile par d'autres où il réussissait plus. Cela va, en dernière instance, augmenter les redoublements et donc faire reculer l'accès aux diplômes universitaires, déjà largement remis en cause par la sélection en L1.

Georges Waters

DISCRIMINATION SYNDICALE

« People & Baby exploite et licencie, ça suffit ! »

Le 16 novembre 2017, les prud'hommes ont condamné la société de crèches privées People & Baby pour discrimination syndicale envers cinq militantes de la CNT. Retour sur une lutte engagée en 2006 avec Sophie, déléguée syndicale.

Pourquoi, en 2006, l'entreprise privée People & Baby a-t-elle repris la gestion de la halte-garderie Giono dans le 13^e arrondissement ?

L'entreprise People & Baby venait de se créer et se développait en répondant à des appels d'offres de municipalités et en montant ses propres structures. C'est la Ville de Paris qui a fait un appel d'offres et privilégié le privé au détriment de l'associatif.

Quels ont été les impacts de la gestion par P&B ?

Un fort mécontentement des professionnelles et des parents jusqu'alors très satisfaits du projet pédagogique de l'association. Alors qu'on favorisait l'autonomie des enfants dans un espace de liberté sous le regard bienveillant des professionnelles, P&B nous répondait : barrières de sécurité, nettoyage de frigos, etc., sans prise en compte ni compréhension de notre projet pédagogique. Ils privilégiaient « l'efficacité » au détriment de la « qualité », à savoir le respect des jeunes enfants. Nous avions un taux d'encadrement plus élevé que la moyenne pour combler les éventuels arrêts maladies/congés et, là, on se retrouvait régulièrement trop peu nombreuses pour assumer notre projet. Nous étions habituées à des réunions « horizontales » d'équipe où la parole de chacune était prise en compte. Nous nous sommes retrouvées avec un système managérial, des convocations régulières sans se soucier du nombre de professionnelles qui restaient auprès des enfants. Avec P&B, il n'avait plus ni CHSCT ni convention collective et ils ont voulu remettre en cause



nos horaires, notamment notre jour de congé hebdomadaire.

Quelles ont été vos réactions ?

Nous avons constitué une section Confédération nationale du travail (CNT) qui, avec ses pratiques autogestionnaires, nous a semblé correspondre le mieux à nos revendications et notre façon de travailler entre nous et auprès des enfants. Nous avons écrit et diffusé des tracts sur notre halte-garderie et sur d'autres structures, et exigé un panneau syndical. La direction a augmenté les convocations, les appels sur nos téléphones personnels. Alors, on s'est dit qu'il fallait passer à l'étape suivante : une journée de grève, le 1^{er} mars 2010.

Alors vous avez été mises à pied ?

Dès le lendemain de cette grève suivie par toutes les travailleuses, à l'exception du personnel de direction, nous avons été mises à pied puis licenciées, sauf moi qui étais représentante de la section syndicale. L'inspection du travail a refusé mon licenciement et trouvé qu'il y avait un lien entre nos licenciements et la journée de grève. Lors d'une visite au siège, l'inspecteur du travail est tombé sur des mails entre P&B et la Ville de Paris qui suggéraient de se débarrasser de moi et des autres syndiquées. Pour justifier nos licenciements, ils ont invoqué le non-respect des normes d'hygiène et de sécurité, faisant même un photomontage présentant de la mort-aux-rats dans les jouets des enfants. Accusations rejetées par les prud'hommes. Les actions (tracts, revendications) ont parlé aux collègues des autres structures, et une vingtaine ont pris contact. La Ville de Paris et P&B ont choisi de nous évincer car la petite enfance reste un sujet sensible pour leur image.

Quelles étapes durant ces années de lutte ?

Nous avons privilégié l'action directe – occupation de la halte-garderie avec les parents, puis du siège social – et participé à toutes les manifestations du mouvement « Pas de bébé à la consigne ». On a essayé de faire un lien entre le privé et le public en expliquant que ce qu'on subissait pourrait leur arriver prochainement. Nous avons continué un travail de sensibilisation auprès des collègues de P&B et répondu aux calomnies de la direction.

Les caisses de grèves nous ont permis de tenir des mois grâce à la solidarité de la CNT et en dehors, notamment des camarades du comité NPA 13^e. En parallèle s'est engagée une lutte juridique de longue haleine aux prud'hommes et au tribunal administratif.

Mais même si on a gardé des contacts, leur politique anti-syndicale a bien fonctionné : il n'y a plus de section syndicale combative dans la boîte.

À quoi a été condamnée l'entreprise People & Baby le 16 novembre ?

À verser des indemnités aux camarades licenciées et à la CNT pour discrimination syndicale. L'occupation du siège social a été déclarée licite. Cela reste une grande victoire mais n'enlève pas la violence d'avoir été foutues dehors au milieu des cris des enfants en pleurs dont les parents devaient les confier du jour au lendemain à des inconnus. Certaines professionnelles n'avaient même pas pu récupérer leurs affaires.

Comment as-tu réagi à l'annonce de cette condamnation ?

Un grand soulagement et une pensée immédiate pour les camarades qui nous ont soutenues pendant ces sept ans. C'est grâce à leur présence qu'on a pu tenir sans rien lâcher.

Quelles suites ?

Une procédure contre la Ville de Paris qui, d'après l'inspection du travail, est également responsable de nos licenciements. Nous allons refaire un travail de sensibilisation auprès des travailleuses de P&B. Durant ces 7 ans, je n'ai cessé d'être contactée par des professionnelles qui n'en peuvent plus de leurs conditions de travail. Le 10 février 2018, on organisera une journée d'échanges et de débat autour des luttes dans la petite enfance. Il y aura ensuite la projection d'un film sur la lutte puis enfin une grosse fête bien méritée avec des concerts (Mr Bidon, René Binamé et Dubamix). On vous y attend !

Propos recueillis par Robert Pelletier

ACCIDENT MORTEL PSA et la SNCF condamnées a minima

Lundi 27 novembre, le tribunal correctionnel de Versailles condamnait PSA et la SNCF après la mort d'un ouvrier de PSA sur le site de Poissy en septembre 2011.

Employé sur la plateforme ferroviaire de l'usine, le salarié de 36 ans avait perdu la vie, écrasé par le wagon d'un train qui avait déraillé.

Six ans de procédure

Lors de l'accident, il était installé sur le marchepied du dernier des quatorze wagons chargés de véhicules neufs.



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Il tenait un talkie-walkie et renseignait le conducteur du train au fur à mesure des rotations entre la gare et l'usine. Un taquet de sécurité ayant été levé sur la voie de chemin de fer alors qu'il n'aurait pas dû l'être avait

provoqué le déraillement, projetant la victime sous les roues du wagon. Il n'avait pas de formation pour effectuer ce travail. Les travailleurEs du secteur des expéditions des véhicules neufs sont soumis à des pressions et des

conditions de travail qui les mettent en danger de façon permanente.

L'inspection du travail avait estimé que « la réalisation de manœuvres ferroviaires par PSA sans la supervision de la SNCF constituait un danger ». Le groupe PSA et la SNCF ont été reconnus coupables d'homicide involontaire et condamnés à une amende de 50 000 euros chacun. Pour avoir perdu leur père de 36 ans, les trois enfants recevront seulement 15 000 euros chacun et sa veuve touchera 30 000 euros. Une broutille pour PSA qui affiche plus de 2 milliards d'euros de profit. Et il aura fallu six ans de procédure pendant que le secrétaire de la CGT de Poissy était condamné en quelques semaines à six mois de prison avec sursis et 2600 euros d'amende pour de prétendues violences.

Robert Pelletier

APL, HLM

Macron fossoyeur du logement social

Le samedi 9 décembre aura lieu à Paris (14 h 30, place du Palais-Royal) une manifestation autour des thèmes « ensemble pour le logement social, pour un vrai service public du logement », à l'appel du collectif « vive l'APL ».

L'Union sociale de l'habitat (USH), parmi d'autres, dénonce la baisse des APL de 60 euros en moyenne pour les locataires de logements sociaux, que les bailleurs sociaux devraient compenser par

des baisses de loyer. L'USH parle d'un coût de 1,8 milliard d'euros, ce qui entraînerait la non-construction de 55 000 logements, moins de réhabilitations et de mises aux normes, notamment d'accessibilité, une diminution des personnels, etc.

GARES SNCF Malgré la répression, les grévistes du nettoyage déterminés à aller jusqu'au bout

Plus d'un mois de grève pour les courageux et courageuses grévistes du nettoyage des gares SNCF des lignes B, D, H, N et K Nord-Ile-de-France, en lutte contre la direction de la société H. Reinier (groupe ONET), nouveau prestataire de service sur l'ensemble de ces lignes.



© NPA

Après un semblant de négociation vendredi 1^{er} décembre, la direction d'H. Reinier a envoyé la police nationale, avec des chefs de la SNCF et d'ONET, pour déloger les grévistes et nettoyer la gare de force, en faisant appel à une trentaine d'intérimaires, tout aussi précaires.

Rassemblement de soutien

Les grévistes ont répondu fermement à cette provocation d'abord en votant la reconduction de leur mouvement à l'unanimité en assemblée générale samedi matin, ainsi que la mise en place du piquet à la gare de Saint-Denis. Ensuite, ils ont organisé un rassemblement de soutien à 22 heures samedi soir sur le parvis de la gare. Malgré le fait d'avoir appelé ce rassemblement dans l'urgence, malgré le froid et l'heure tardive, une centaine de personnes ont fait le déplacement pour apporter leur soutien aux grévistes et les encourager à continuer. Plusieurs syndicalistes, membres d'associations, militants politiques de la ville de Saint-Denis et d'ailleurs, étaient présents pour envoyer un message clair à la direction d'ONET et à celle de la SNCF, tout aussi responsable de la situation de pourrissement de ce conflit.

Avant le rassemblement à la gare, une délégation de grévistes est passée au théâtre de la Compagnie Jolie Môme pour prendre la parole avant leur spectacle, raconter ce qui s'était passé la nuit avec la répression, pour tisser des liens et faire passer la caisse de grève. En tout, les activités de la soirée ont permis de récolter près de 700 euros supplémentaires.

Multiplis initiatives de solidarité

Lundi 4 décembre, à nouveau réunis en assemblée générale, les grévistes ont voté une fois de plus, à l'unanimité, la reconduction du mouvement, avec le moral remonté à bloc après ce week-end, plus déterminés que jamais et prêts à tenir jusqu'à la victoire! Un comité de soutien s'est réuni le soir au local des grévistes, en présence de

nombreuses personnes et organisations, avec de nombreuses idées à mettre en place pour étendre la solidarité avec les grévistes et faire en sorte que leur combat exemplaire gagne.

Des diffusions de tracts quotidiennes, auprès des usagerEs, sont mises en place par les grévistes et soutiens dans les gares de Saint-Denis, Ermont et Garges-Sarcelles. Un repas solidaire a été organisé mercredi soir sur le parvis de la gare de Saint-Denis et une manifestation aura lieu dans la ville de Saint-Denis samedi 9 décembre à 14 heures pour venir à la rencontre des habitantEs, des travailleurEs et des jeunes de la ville.

Laura Varlet

TRAVAIL DES ENFANTS Renault interpellé par Amnesty International

La voiture électrique a besoin de batteries pour fonctionner. Le cobalt en est un composant essentiel. Amnesty International mène depuis plusieurs années des enquêtes sur les honteuses conditions d'extraction du cobalt faisant y compris appel au travail des enfants.

En amont de la production des véhicules électriques, ce produit « clean » du 21^e siècle, il y a une terrible exploitation du travail humain.

« Clean », vraiment ?

Plus de la moitié de la production totale de cobalt dans le monde provient aujourd'hui de la République démocratique du Congo (RDC). Il est extrait par des adultes et des enfants parfois âgés de sept ans. Ils extraient le cobalt dans des tunnels étroits creusés manuellement, et sont exposés au risque d'accidents mortels et de graves affections pulmonaires.

Amnesty International écrit : « Certaines des entreprises les plus riches et puissantes au monde trouvent encore des excuses pour ne pas enquêter sur leurs chaînes d'approvisionnement. Et celles qui ont mené des enquêtes ne révèlent pas ce qu'elles ont découvert sur les risques en matière de droits humains et les atteintes à ces droits. Si les entreprises restent



Mine de cobalt en RDC © Amnesty International

dans l'ignorance concernant la provenance de leur cobalt, il en va de même pour leurs clients ».

Dans une lettre adressée au PDG de Renault Carlos Ghosn, Amnesty demande ainsi une véritable transparence de la part du constructeur : « Votre groupe a été particulièrement évasif dans ses réponses à Amnesty International, ce qui empêche notre organisation d'évaluer de façon précise les pratiques de Renault dans l'utilisation du cobalt et la

rigueur dont elle fait preuve ou pas pour vérifier qu'il n'y ait pas de violations de droits humains tout au long de la chaîne. »

Assez du secret industriel et financier qui entoure la recherche du profit! Renault interpellé par Amnesty International doit rendre des comptes sur ses approvisionnements et sur les conditions de travail chez ses sous-traitants et fournisseurs.

Correspondant



DR

SOUS-TRAITANCE

Les sales pratiques de La Poste

Le 28 novembre, un reportage du 20 heures de France 2 (« Sous-traitance, la face cachée de La Poste »), dont nous conseillons d'ailleurs vivement le visionnage, jetait une lumière aussi crue que pertinente sur la réalité du « modèle social » dont se gargarisent les dirigeants de La Poste.

En un peu plus de 6 minutes, le journaliste auteur de l'enquête, qui a réussi à se faire embaucher par un sous-traitant de Coliposte, démontre, images à l'appui, qu'en recourant massivement à la sous-traitance, La Poste tombe tout simplement dans l'illégalité.

Un rythme de travail effréné

Cela fait des années que le plus grand employeur en France après l'État a généralisé cette pratique, au point qu'aujourd'hui 75% des colis livrés en Île-de-France le sont par des sous-traitants. Du point de vue patronal, l'intérêt de cette opération de dumping social interne est évident : là où les agents de La Poste sont payés à l'heure, les salariéEs des sous-traitants le sont au colis effectivement livré. Pour atteindre un salaire de 1500 euros, ce sont environ 150 colis qu'il faut livrer, ce qui se traduit tous les jours par un rythme de travail effréné, sans pause, 6 jours sur 7. Pire, les journées de travail peuvent tout simplement ne pas être rémunérées, sous prétexte de « formation », comme cela a été le cas pour le journaliste. Ce même journaliste n'a par ailleurs même pas signé de contrat de travail, ce qui est courant... Ces pratiques, dénoncées par des organisations syndicales comme SUD et la CGT, peuvent conduire à de véritables drames. En 2013 Seydou Bagaga, salarié non déclaré d'un sous-traitant, se noie en tentant de récupérer un colis tombé dans la Seine, alors qu'il devait le livrer sur une péniche. Des cadres de La Poste, et l'entreprise elle-même en tant que personne morale, sont mis en examen, pour prêt illicite de main-d'œuvre et délit de marchandage (l'instruction a été close il y a peu). En effet La Poste ne se conduit pas tant comme un donneur d'ordres que comme un véritable patron. Dans certaines agences Coliposte, les postierEs sont en fait quasi exclusivement des cadres, chargés de contrôler le travail des salariéEs des entreprises sous-traitantes, quitte à les menacer de les virer. Sauf que quand il s'agit de se conformer à ses obligations d'employeur, La Poste se défile et se décharge de ses responsabilités. Elle n'a d'ailleurs pas changé ses pratiques d'un iota depuis le drame de 2013, comme le montre clairement le reportage. L'État (qui reste l'actionnaire principal de l'entreprise à capitaux 100% publics) n'est pas le dernier à s'inviter à ce bal des faux-culs puisque, plusieurs fois alerté sur le sujet, il continue invariablement de regarder ailleurs.

Edouard Gautier

Un blocage des loyers rendu impossible

Il y avait eu un peu de nouveauté avec le blocage des loyers à Paris et à Lille. La mesure n'avait pas pour but de baisser les loyers, mais de signaler les abus, comme la hausse de 61,9% à Paris depuis l'an 2000. Mais le 28 novembre, le tribunal administratif de Paris, après celui de Lille, a annulé la mesure, pour la plus grande joie des professionnels de l'immobilier. Le motif invoqué est que la mesure ne s'applique pas partout en Île-de-France. Et la solution évidente, l'appliquer dans toutes les communes, n'est pas facile puisqu'il faudrait connaître les prix partout et ce n'est pas le cas... Valls, opposé à ce blocage prôné par Duflot, n'avait rien fait ou plutôt tout fait pour empêcher la mise en place des outils statistiques indispensables à l'extension de la mesure.

Pourtant, comme dans tous les domaines, le capitalisme montre son aveuglement destructeur. On laisse agir la « loi du marché », les joies de la spéculation, et même les salariéEs pas trop mal payés ne peuvent plus se loger à une distance acceptable de leur travail. Et la brillante idée du « tous propriétaires » ne fonctionne pas mieux : avec la baisse des taxes d'emprunt, les ventes s'envolent... et se bloquent.

Un système à changer

C'est bien sûr tout le système qu'il faut changer, pour en finir avec la spéculation. Il faut, et c'est possible, en venir à une autre conception du logement social. Parce qu'il est encore conçu comme un système d'assistance, alors qu'il faut l'adapter à la situation : c'est actuellement le seul moyen de se loger dans ce

qu'on appelle les zones en tension, là où il y a un espoir d'emploi et pas de logements ; dans les petites villes de la région parisienne, 30 à 50000 habitants, il y a au moins 3000 demandes en attente pendant plusieurs années. Dernière annonce en date, la lutte contre les passoires thermiques. Hulot parle d'un plan de rénovation d'un montant de 9,2 milliards d'euros. Pas inutile : le secteur résidentiel et tertiaire représente 45% de la consommation d'énergie en France et 25% du rejet des gaz à effet de serre. Mais sur ces 9,2 milliards d'euros, l'État ne débousserait que 6,2 milliards, les 3 autres milliards étant à la charge des bailleurs sociaux pour le parc HLM... déjà exsangues en raison de la baisse des APL... L'autre financement viendrait d'une augmentation de la taxe foncière pour les propriétaires qui ne font pas les travaux.

Mais non seulement il faut que les bilans énergétiques soient faits honnêtement, mais en plus ce n'est pas l'État qui fixe les taxes foncières. Bref, on va continuer à avoir froid dans des logements trop petits, trop chers, trop loin du boulot... quand on a un logement et un boulot! Et, à propos de froid, l'hébergement d'urgence, on en parle quand? Quand il y aura, une fois de plus, des morts?

Isabelle Guichard



Les comités en action!

Caen Salle comble pour la révolution russe.

Il est à peine plus de 20 heures, ce lundi 20 novembre, et la réunion publique commence devant une salle presque remplie. Faute d'avoir eu l'autorisation de l'université, il a fallu se rabattre sur une maison de quartier un peu excentrée. Mais cela n'a visiblement pas découragé la centaine de présents; les derniers arrivés suivront les débats debout.

Pour donner plus de relief à ce débat (les commémorations, on les laisse aux anciens combattants), le comité de Caen a invité Patrick Le Moal et Olivier Besancenot à expliquer ce qu'a été la révolution russe, et en quoi ses leçons restent d'actualité. «Pas en historiens, mais en militants», comme le rappelle Olivier. Leur présentation des événements rafraîchit les mémoires des unEs, donne envie aux autres d'entrer dans la discussion. Le rôle des soviets, la critique anarchiste de la politique des bolcheviks, la démocratie et la liberté d'expression, ou encore la nécessité d'un parti pour la révolution, le débat balaye large. Le public retiendrait bien nos invités pour prolonger la discussion, mais ils doivent reprendre la route. De multiples discussions en petits groupes, un dernier coup d'œil à l'expo photo affichée aux murs ou un tour au stand de La Brèche permettent aux moins fatigués de prolonger la soirée. Un succès permis par une mobilisation du comité, mais aussi de nombreux sympathisantEs et amiEs, notamment pour l'impeccable sonorisation de la salle.

Le Mans Centenaire de la révolution russe: un succès unitaire et populaire

Le 29 novembre, le magnifique local de La Fonderie, une ancienne usine de Mans reconverte, grâce à l'engagement artistique de l'équipe du théâtre du Radeau, en lieu culturel, a accueilli plus de 400 personnes lors d'un événement organisé autour du centenaire de la révolution russe. Ni colloque universitaire de spécialistes, ni messe mémorielle, il s'agissait d'interroger l'histoire, de débattre et de se demander ce que nous raconte cette révolution aujourd'hui.

Dès juillet 2017, le NPA du Mans avait entamé des échanges avec les forces politiques locales de gauche. Après des silences, des accords puis rétractations, le projet a pris forme. Les partenaires engagés (NPA, PCF, PG et Ensemble) se sont organisés en collectif de préparation, nouant un partenariat avec une radio locale (Radio Alpa), des associations, une librairie, des artistes et la fanfare d'un lycée, avec la préoccupation d'articuler politique et culturel, et de s'adresser à un public large et varié.

Bilan: un large public, partagé entre une génération «d'anciens» marquée par le PCF qui a géré cette ville pendant très longtemps et une jeune, voire très jeune génération. Un regret: l'absence de nombreux dirigeants syndicalistes, surtout CGT, devenus «insoumis» et donc pourtant dûment informés via le PCF et le PG.

Une ambiance festive et non sectaire, un débat riche et bien dirigé, avec Jean-Jacques Marie,

particulièrement apprécié, Frank Mintz (historien des courants anarchistes), Alain Krivine pour le NPA, Jean-Philippe Melchior, dirigeant local d'Ensemble, Frédéric Genevée pour le PCF et Jean-Christophe Sellin pour le Parti de gauche.

Celles et ceux qui prévoient ou souhaitaient une bataille et des règlements de compte ont été déçus. Ce n'est pas ce que souhaitait ce public. Et quelques questions (LO, le rôle des femmes dans la révolution et y compris leur apparente absence vu la tribune exclusivement masculine) ont enrichi l'échange, sans toutefois l'épuiser.

Le NPA du Mans et du Perche sort, à coup sûr et sans triomphalisme, grandi de cette manifestation.



Le Mammouth socialiste doit être dégraissé! Épisode 3: dans PSE, il y a PS

En trois épisodes, faisons un petit tour des conséquences financières de la débâcle politique du Parti socialiste. Et l'on verra que le PS, comme la population, va devoir «faire des efforts». Mais pour quoi faire? Et comment? Et au profit de qui? Dans ce dernier épisode, voyons ce qu'il en est des «rapports sociaux» rue de Solférino.

Le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) en cours de négociation, pour un total actuel d'environ 3 millions d'euros, est à juste titre redouté par la direction. La situation n'est pas inédite, le PS a déjà dû «réduire les coûts» par le passé. Les affres de «l'alternance», mon bon monsieur. Mais dans un contexte de crise terminale, un tel conflit devient tragi-comique. D'autant que ce PSE fait logiquement l'objet d'un bras de fer avec des salariéEs remerciés qui, de leur côté, ne disent pas «merci patron». Signe de ces temps défensifs et de casse du droit du travail, le *casus belli* se matérialise dans la prime supra-légale dont le montant moyen s'élèverait à 5 000 euros. Trop peu pour les salariéEs, d'autant qu'il avait été dit par le patron «Camba» que le

produit de la vente de «Solfé» participerait à un «plan social à un niveau très haut».

Au PS comme ailleurs, les inégalités se creusent

Mais intervient alors un autre montant, pour le moins stupéfiant. Il s'agit de la masse salariale des 120 permanents du siège du PS en 2016. Envisagés globalement, ces 12 millions d'euros représentent 20% du budget récent du PS (60 millions). Dédier un tel pourcentage de ses ressources à la seule masse salariale d'une grosse centaine de permanents nationaux en dit déjà long sur la vision du PS quant au partage des richesses. Mais ensuite, quelle est la répartition de cette masse salariale? Quelques chiffres ont perlé sur la rémunération des caciques. 5 700 euros nets par mois pour la directrice de la communication, 6 800 euros nets pour le secrétaire général administratif, 7 500 euros nets pour le directeur de cabinet du premier secrétaire... Sans compter que la plupart cumulaient ces revenus avec des indemnités d'élus ou d'assistant parlementaire, allant de 700 à 2 600 euros!

Ces quelques chiffres parlent déjà d'eux-mêmes quant au train de vie du premier cercle dirigeant. Au PS comme ailleurs, les inégalités se creusent. En revanche, rien de plus détaillé n'a circulé récemment, que ce soit sur la répartition et la constitution précise des rémunérations (primes, défraiements, etc). Impossible donc de savoir,

en particulier, combien touchent les «petites mains» de Solférino qui tempêtent contre la prime supra-légale de 5 000 euros du PSE en cours. Mais en 2012, les plus bas salaires tournaient autour de 2 000 euros (net ou brut, sans précision), et la convention collective est considérée comme très avantageuse.

Une mauvaise comédie sociale?

On serait cyniquement tenté de rire de ce qui apparaît comme une mauvaise comédie sociale se jouant sur la petite scène bureaucratique du PS. Mais dans un contexte de régression sociale, politique et démocratique sans limites, et compte tenu des inégalités qui règnent et se creusent jusqu'au siège national du PS, c'est plutôt la consternation qui s'impose. Car quelle que soit l'issue des déboires financiers du PS et de ce «conflit social» en particulier, la manière dont il va réduire ses propres «coût salariaux» et «faire des efforts» pour «dégraisser» a déjà valeur de démonstration, aussi édifiante que pathétique. Si l'on imagine mal la direction du PS bâcler son PSE, il n'en reste pas moins qu'il en reste un, de PSE! Et rien que pour cela, à toutes celles et tous ceux qui en ont trop longtemps douté, preuve est une nouvelle fois faite, en mode piteux et funèbre, que le PS ne peut vraiment pas, vraiment plus, avoir quoi que ce soit en commun avec les travailleurEs. Dans PSE, il y a PS.

Sylvain Madison



En soutien

Avec les salariéEs du nettoyage de l'hôtel Holiday Inn à Clichy

Temps froid et neige à quelques centaines de mètres de la porte de Clichy, non loin du chantier du nouveau palais de justice en construction entre le périphérique et le boulevard extérieur, lors de la visite de Philippe Poutou, le 30 novembre, aux salariéEs du nettoyage de l'hôtel Holiday Inn à Clichy.

Les salariéEs de l'entreprise de nettoyage sous-traitant pour l'hôtel sont en grève depuis 45 jours.

Au centre de leurs revendications se place l'internalisation chez Holiday Inn et leur embauche directe avec le respect des accords de site passés avec l'ancienne société, l'augmentation des salaires et l'attribution d'une prime de treizième mois. Le passage de Philippe Poutou a permis un échange sur la nécessité d'une lutte généralisée contre la sous-traitance et sur les possibilités, sur l'urgence à tisser des liens entre les multiples mobilisations autour de cette bataille notamment dans le secteur du nettoyage. En tous cas Philippe s'est engagé à ce que le NPA mette ces objectifs au cœur de son activité.



La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé:
Vous donnez 3€, le parti en reçoit 3, l'État vous en reverse 2!
Moyennant un peu de patience avant le remboursement:
Vous pouvez donc multiplier votre don par 3
Un seul lien pour donner en ligne:
https://souscription.npa2009.org
Une seule adresse pour envoyer vos chèques:
NPA souscription - 2 rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil
Un seul ordre pour vos chèques:
NPA souscription
Une seule limite de datation et d'envoi:
Avant le 31 décembre à minuit
Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque:
Précisez le pour que le reçu fiscal arrive à bon port
Si deux noms apparaissent sur le chèque:
Précisez à qui imputer le don

Les Nôtres



Patrick est parti. En pleine montagne une rupture d'anévrisme a mis fin à la vie de notre camarade et ami. Adhérent et délégué SUD Rail de Lyon, militant NPA de Valence il était de nombreuses luttes et manifestations, son drapeau rouge sur les épaules et son sourire toujours offert à toute et tous. Il a souhaité un départ sans fleurs ni couronnes mais touTEs ses amiEs et sa famille étaient présentEs pour l'accompagner. Nos pensées et notre soutien à sa compagne Annie et ses deux fils Brice et Romain.

Nous n'avons pas le culte de la mort
Nous haïssons la mort il nous faut peu de choses
Pour accepter la vie même quand elle est lourde
Sous n'importe quel ciel la mort a peu de sens
Ils étaient comme nous écoutons leur passé
Il est en nous ils sont vivants dans notre espoir
Ils ont eu simplement la force de combattre
Pour vivre et nous nous combattons

Poème de Paul Éluard paru en 1946 dans *Épreuves dans l'ombre*.

Cinéma

La Villa, de Robert Guédiguian

Le dernier film de Robert Guédiguian. L'Estaque. La Méditerranée. Sa troupe historique. Ils et elles sont touTEs là : Ariane Ascaride, Jean-Pierre Darroussin, Gérard Meylan, Jacques Boudet.

Une famille, le père qui a une attaque et qui a perdu presque toute conscience. Les enfants qui se rassemblent autour de lui et, bien sûr, avec eux les souvenirs, les causes des départs, les conflits du passé, les émotions et les rêves, et la maison : qu'est ce qu'on va en faire ?

Un film attachant

Les films de Guédiguian sont toujours attendus comme des moments importants mais, en ce qui concerne les derniers de la série *Marius* et *Jeanette*, et particulièrement *les Neiges*

du *Kilimandjaro*, laissent un sentiment de malaise ou d'exaspération du fait du point de vue choisi. C'est celui d'une couche sociale issue de la classe ouvrière, constituée de ses militants politiques et syndicaux autour du PC, qui de fait a failli dans ses objectifs depuis les cinquante dernières années, de mai 1968 en passant par la chute du mur de Berlin jusqu'à l'effondrement de la gauche avec sa participation aux gouvernements, qui ne comprend plus la société, la jeunesse, la nouvelle donne imposée par la mondialisation capitaliste. Cette fois-ci pas de malaise. Ce film est attachant. Les vieux ont lâché prise. Ils ont perdu la main face à une nouvelle génération qui arrive. Il y a une tendresse vis-à-vis de ces personnages qui ne tiennent plus de discours, ou si peu, sur la lutte des classes. Il n'y a plus de perspectives politiques. Il n'y a plus que la défaite de cette génération qui ne sait plus à quoi croire, qui garde des idéaux de solidarité minimaux – face à des enfants migrants qui ne se

solidariserait pas ? – mais ça ne va plus loin. Les jeunes n'ouvrent pas de perspectives politiques, ils sont raccord avec le monde et regardent avec tendresse la génération passée sans prendre le relai.

Le « Ken Loach français » ?

Il ya quelque chose de désespéré dans le point de vue de Guédiguian, de découragé, au sens politique du terme. Dans une émission sur France Inter le jour de la sortie du film, Régis Debray (un expert) déclarait que Guédiguian était le « Ken Loach français ». Rien de plus faux (ou rien de plus vrai en insistant sur le mot « français ») tant le point de vue est radicalement différent. Ken Loach se situe dans le prolétariat réel, et n'a pas un point de vue désespéré. Il constate les reculs, les faiblesses, mais il se situe toujours dans la perspective de l'émancipation. Guédiguian a un point de vue beaucoup plus limité, celui de cette couche sociale qui a subi les défaites, qui y a contribué, et qui n'a plus de prétention à changer le monde.



Une chance pour le cinéma : Guédiguian se met à un niveau d'humanité plus large parce qu'il a baissé sa garde. Par l'attention portée à ses personnages, ses acteurs de toujours, il donne à voir leur intimité, leur fragilité, leurs faiblesses. Leur jeu est naturel et Ariane Ascaride rayonnante. C'est le meilleur du film avec en point d'orgue une séquence reprise d'un de ses films tourné en 1986, *Ki Lo Sa*, avec les mêmes acteurs, sur le même lieu, mais trente ans plus tard. À voir et à discuter.
Jean-Marc Bourquin

Exposition

Gauguin l'alchimiste

Au Grand Palais, du 11 octobre 2017 au 22 janvier 2018.

L'exposition étudie en profondeur la remarquable complémentarité des créations de l'artiste dans le domaine de la peinture, de la sculpture, des arts graphiques et décoratifs. Elle met l'accent sur la modernité du processus créateur de Gauguin (1848-1903), sa capacité à repousser sans cesse les limites de chaque médium.

De nombreux prêts exceptionnels (*les Aïeux de Teha'amana*, Chicago; *Eh quoi! Tu es jalouse?*, musée Pouchkine, etc.) permettent de mettre en évidence l'imbrication et les apports mutuels entre schémas formels et conceptuels, mais également entre peinture et objets.

Une ambition artistique croissante

Gauguin, mû par une ambition artistique croissante, s'oriente vers des compositions de plus en plus investies de significations morales, qui deviennent le réceptacle de ses états intérieurs. Leur accomplissement se trouve dans la mise en scène du « terrible moi » souffrant et sauvage. Les motifs n'échappent pas à cette mue : ainsi le baigneur devient Léda, la figure du désespoir inspiré par une momie du Trocadéro devient une allégorie de la *Misère humaine*, et la femme dans les vagues se mue en *Ondine*.

« L'imagerie des Tropiques » met en évidence la résonance des traditions maories dans l'œuvre de Gauguin. S'il construit lors de son premier voyage à Tahiti une imagerie personnelle de la vie tahitienne, on constate la puissance de ses recherches formelles. Le thème récurrent d'une nature « habitée » traverse les œuvres réunies, comme en témoignent les pastorales et le développement du thème de l'humain dans la nature. Une salle est dédiée au manuscrit de *Noa Noa*, très rarement montré au public.

Recherches décoratives

Une autre salle, « Mythes et réinventions », met en évidence l'amplification de la dimension mystique de l'œuvre de Gauguin à Tahiti. Face aux traces matérielles restreintes laissées par les cultes tahitiens, Gauguin invente à partir de la tradition orale tahitienne un nouveau langage plastique. Gauguin, pour les recherches décoratives dans sa dernière période, aussi bien dans les intérieurs que dans l'évocation d'une nature luxuriante (*Rupe Rupe*, musée Pouchkine). Œuvre d'art totale, sa case à Hiva Oa (*la Maison du jour*) vient parachever sa quête d'un âge d'or primitif. L'évocation numérique sous forme d'hologramme de *la Maison du jour*, présentée pour la première fois dans une exposition avec les sculptures qui ornaient son entrée, clôture le parcours par une découverte de la dernière maison-atelier de Gauguin, une immersion inédite dans l'atelier de sa création.
Milo



Roman

Le jour d'avant, de Sorj Chalandon

Grasset, 336 pages, 20,90 euros.

Toute la presse a déjà fait la critique du dernier roman de Chalandon sorti en septembre, lors de ce qui se nomme la rentrée littéraire. Mais cela ne fait pas de mal d'écrire à notre tour que c'est un chouette roman. Comme toujours (ou très souvent) avec Chalandon, on est face à une histoire émouvante et révoltante, et des personnages très touchants.

Le livre revient sur un événement réel, un accident grave survenu au fond d'une mine dans le nord de la France, en 1974. 43 mineurs sont tués. C'est le drame dans la région. Il touche notamment une famille, un frère, adolescent qui aurait dû devenir mineur comme son aîné. Cet accident mortel du travail n'est pas vraiment un accident tant il est la conséquence des réductions des coûts, des logiques de profits, d'une sécurité des mineurs très mal assurée.

Des familles ouvrières touchées dans leur chair

Le frère qui a grandi, qui a fait sa vie loin de la mine, ne s'est jamais remis de la perte de son aîné. Le revoilà 40 ans après comme dans une nouvelle version de vengeance. Mais ce n'est pas aussi simple que cela et les choses ne se passent pas comme nous l'aurions cru ou même espéré. Les personnages sont complexes, ni bons ni méchants, simplement humains. On voit la dureté de la vie des mineurs, de leurs familles, une population marquée par les drames des accidents et du quotidien (maladie, peur...), des années même après la disparition des mines. Ce livre fait écho à celui de Dominique Simonnot, *Plus noir dans la nuit*, sur la grève des mineurs en 1948, la répression qui s'en était suivie, et l'injustice terrible subie par les familles jusqu'à aujourd'hui. Il rappelle aussi d'une autre manière celui, très beau, de Didier Castino, *Après le silence*, qui raconte par la voix d'un



fils la mort terriblement injuste, la perte d'un père ouvrier lors d'un accident du travail dans l'usine où il travaillait, en 1974 aussi, mais du côté de Marseille. Sorj Chalandon parle de ces familles ouvrières touchées dans leur chair, pour toute une vie, par l'exploitation, par ce travail qui détruit la santé, qui brise les gens, qui tue. Alors on attend que justice soit faite 40 ans après, il n'est jamais trop tard pour venger, pour se venger. Cela n'arrivera pas forcément car les dégâts ne s'effacent pas. Ce roman est un très bel hommage aux victimes des accidents miniers, comme des accidents du travail en général, dans les mines ou ailleurs. À lire, comme d'ailleurs les autres romans de Sorj Chalandon, et ceux de Dominique Simonnot et de Didier Castino.
Philippe Poutou

Essai

Six mois rouges en Russie, de Louise Bryant

Éditions Libertalia, traduit de l'anglais (USA) par José Chatroussat (2017), 372 pages, 10 euros.

Beaucoup de nos lectrices et lecteurs connaissent le fameux *Dix jours qui ébranlèrent le monde* de John Reed. Mais les écrits de Louise Bryant, journaliste en Russie et compagne de John Reed, gagnaient à être connus. C'est chose faite avec la parution de ce livre écrit en 1918, enfin traduit en français en cette année du centenaire de la révolution d'Octobre.

Il ne s'agit ni d'une étude historique ni d'un essai politique, mais d'une compilation d'articles écrits par l'auteure entre septembre 1917 et février 1918 en tant qu'envoyée spéciale, « correspondante de guerre » des journaux américains *Metropolitan* et *Seven Art*.



Anecdotes, détails et portraits

Ces articles, à la fois empreints de naïveté et d'une réelle empathie à l'endroit des masses russes en révolution, fourmillent d'anecdotes, de détails et de portraits nous plongeant dans ces mois et ce contexte effervescents. Louise Bryant se promène à Petrograd, de Smolny au palais d'Hiver en pleine révolution. Elle va bien sûr, avec une facilité déconcertante, croiser et s'entretenir avec les anonymes que sont les gardes rouges, les marins de Cronstadt, mais aussi avec Léon Trotski, Alexandra Kollontaï, Maria Spiridonova... Elle va approcher aussi bien Lénine que les « junkers » contre-révolutionnaires ou les femmes du bataillon de la mort. Elle dépeint à la fois les difficultés de ravitaillement, la pauvreté, la faim, tout en insistant sur la formidable volonté du peuple russe en lutte, ce goût de la vie dans ces premiers mois de la révolution, de lecture, de fréquentation des théâtres, d'innovations diverses et improbables.

Petits épisodes et grands moments

« Lors de mon séjour en Russie, j'ai vécu nombre de petits épisodes qui, en eux-mêmes, n'ont pas une importance particulière. Mais, mis bout à bout, ils permettent de mieux faire ressentir l'atmosphère au lecteur qu'avec un tableau murement réfléchi ». Petits épisodes mais grands moments lorsqu'elle aborde la dissolution de l'Assemblée constituante avec textes à l'appui, les rencontres avec Kerenski avant sa fuite ou sa présence sur des zones de guerre effectives. Par ailleurs, Louise Bryant exprime, par ses articles, une réelle volonté de faire comprendre le processus révolutionnaire à ses compatriotes américains, sachant que la Première Guerre mondiale n'est alors pas terminée, loin de là... Un ouvrage stimulant et rafraichissant qui nous donne à voir les travailleuses, les travailleurs, le peuple en auto-activité pour transformer la société, jusqu'à ces enfants scolarisés et organisés en comité, proclamant la défiance... Le livre se termine par une courte lettre évoquant la mort de son compagnon, John Reed, en 1920 en Russie.
Thomas Delmonte

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Depuis plusieurs semaines, le malaise des pompiers fait la une des médias, notamment sur la hausse des violences qu'ils subissent. Est-ce que tu confirmes ce constat et si oui comment l'analyses-tu ?

Ces dernières semaines j'ai beaucoup échangé avec mes collègues pompiers notamment celles et ceux qui interviennent sur le terrain. Effectivement les violences sur interventions ont malheureusement augmenté ces dernières années, même si ce n'est pas la norme. Avec l'aggravation de la crise, ce métier devient de plus en plus difficile à effectuer. Les pompiers sont de plus en plus souvent confrontés à un quotidien de misère... Face à une détresse sociale grandissante, les appels aux 115 ou 112 sont devenus le dernier recours pour la population en détresse. À mon avis, ce qui est nouveau aux yeux des médias c'est que les pompiers – qui reste la profession la plus appréciée de la population – subissent aussi de plein fouet les conséquences de la violence de la crise... D'ailleurs des camarades pompiers sont très conscients de cette situation et essaient de retisser du lien social notamment auprès des jeunes des quartiers populaires. C'est dans ce but par exemple qu'ils ont fondé une association au sein de la Villeneuve de Grenoble et organisent bénévolement depuis quelques années des formations aux gestes de premiers secours. Tout n'est évidemment pas parfait, ça reste fragile mais les rapports de confiance s'améliorent et les premiers résultats sont plutôt encourageants...

Si je comprends bien, les pompiers sont confrontés à un quotidien de misère et de détresse de toute nature auxquelles ils doivent trouver des solutions ?

Tout à fait. Depuis des années l'État, le conseil départemental, les communes... se désengagent de leurs obligations légales comme l'aide aux plus démunies. D'après le DAL 38, sur l'Isère il y a près de 4 000 personnes qui dorment actuellement dehors. Il y a de nombreuses familles avec des enfants qui errent dans les espaces publics alors que la loi oblige l'État à les héberger. Avec ce froid, quand le 115 est débordé, ce sont les pompiers qui interviennent face à ces tragédies humaines. Régulièrement ils sont confrontés à des situations de misère de toute nature auxquelles ils doivent trouver des solutions... avec une simple ambulance et peu de moyens humains...

Les conditions de travail se sont-elles encore dégradées ces dernières années ?

D'année en année les interventions ne cessent d'augmenter et les effectifs diminuent, et cette combinaison dégrade obligatoirement les conditions de vie et de travail. L'austérité généralisée touche évidemment les services d'incendie et de secours. Face au démantèlement du service public et à la politique de destruction des conquêtes sociales, je pense qu'il faut en finir avec l'hypocrisie du « dialogue social » et ne compter que sur les luttes. Et ne rien attendre de positif de la part des larmes de crocodiles de Macron qui est le père Noël des riches.

Que penses-tu de la loi de 1996 qui permet de facturer certaines interventions ?

Cette loi est scandaleuse. La CGT se bat contre la marchandisation des secours. Facturer une intervention pour une fuite d'eau ou un nid de guêpes sous couvert qu'il n'y a pas

« Les pompiers sont de plus en plus souvent confrontés à un quotidien de misère »

Entretien. Ancien secrétaire départemental du syndicat CGT des pompiers professionnels de l'Isère, Yves Delmonte revient pour nous sur le malaise des sapeurs-pompiers.



Cette phrase de Laurent Wauquiez est infecte, immonde et inacceptable pour une profession qui conduit à être en permanence au contact des plus défavorisés. Elle montre l'ampleur du mépris de classe de Wauquiez et de sa bande. Elle fait le lit des idées racistes qui malheureusement, comme dans d'autres professions, sont perceptibles chez certains pompiers. L'essence même du métier, c'est le secours aux personnes, et dans le contexte de la crise actuelle ce sont évidemment les plus démunies, les plus pauvres qui en ont le plus besoin.

Pendant longtemps la résistance des pompiers face aux politiques néolibérales était réputée. Par exemple, sur l'Isère, nous avons en mémoire votre lutte courageuse fin 2013 sur le maintien des 35 heures, l'augmentation des effectifs et l'amélioration de vos conditions de travail ? D'après toi comment retrouver cette dynamique unitaire ? C'est vrai que nous avons une tradition de luttes syndicales assez radicales. Nous avons obtenu de belles victoires mais connu aussi des défaites. La lutte que tu évoques, qui était dirigée par la CGT et la Fédération autonome, a été exemplaire, unitaire, dynamique mais difficile et très douloureuse. Pour mémoire, lors d'une manifestation, Quentin, un jeune pompier grenoblois de 31 ans, a perdu un œil suite à un tir de

flash Ball d'un CRS... Ce conflit de plus de 3 mois a été long, et il est vrai que nous espérons une convergence des luttes sur le plan départemental, qui malheureusement n'a pas eu lieu... Le constat c'est qu'aujourd'hui boîte par boîte c'est très difficile de gagner, et à mon avis les directions syndicales doivent mettre en place une stratégie combative unitaire sur le plan national. Et surtout ne pas saucissonner le mouvement social. Nous devons être unitaires à 100%, syndicats, partis politiques, associations, mouvements sociaux Face à Macron et ses porte-flingue, il me paraît difficile d'avoir une stratégie gagnante sans articuler les revendications sectorielles et des revendications unifiantes. Nous avons grandement besoin d'une victoire sociale contre ce gouvernement pour redonner le moral aux salariésEs.

Un dernier mot ?

La CGT a toujours affirmé que les pompiers étaient « des ouvriers du feu, des techniciens du feu » et pas des soldats du feu comme le préconisent actuellement les médias traditionnels. Les pompiers professionnels sont des fonctionnaires territoriaux et font partie intégrante du monde syndical, du mouvement ouvrier et ils n'ont rien à voir avec l'armée ou les forces de répression. C'est bon de le rappeler. *Propos recueillis par notre correspondante*

L'image de la semaine



Vu ailleurs

MACRON, TERMINATOR DE LA SANTÉ AU TRAVAIL.

Que ce soit après l'explosion de l'usine AZF à Toulouse, le 21 septembre 2001 sur un site géré par une filiale de Total, qui avait entraîné la mort de 31 personnes et blessé plusieurs milliers d'autres; Après l'accident ferroviaire de Brétigny-sur-Orge, le 12 juillet 2013, qui a coûté la vie à sept personnes; en cas de suicide au travail, comme au sein de France-Télécom/Orange, à La Poste ou à EDF; lorsque de jeunes intérimaires intervenant pour ArcelorMittal sont écrasés par un wagon ou tombent dans une cuve remplie de métal en fusion; ou lorsque des employés de la coopérative agricole bretonne Triskalia constatent leur empoisonnement aux pesticides, les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) jouent un rôle indispensable pour savoir comment ces drames ont pu se produire et, surtout, comment les éviter à l'avenir. (...)

Membres de CHSCT, syndicalistes, experts en santé et travail, avocats, médecins du travail, inspecteurs du travail, chercheurs... les personnes qui appellent à cette assemblée nationale des CHSCT ce 4 décembre, à Paris sont « résolument opposés » à la suppression programmée des CHSCT. (...)

À rebours des ordonnances signées par Emmanuel Macron sur la réforme du code du travail, les signataires proposent « l'extension et le renforcement d'une instance spécifique, aux pouvoirs élargis, représentant celles et ceux qui travaillent, pour que le lien entre santé et travail soit une réalité de santé publique ». Ce renforcement pourrait passer par un droit de veto du CHSCT sur les réorganisations dans les entreprises, ou la possibilité d'arrêter les postes de travail dangereux. Autres propositions, pour garantir la santé au travail, et la sanction de ceux et celles qui l'abîment: l'augmentation du nombre d'inspecteurs du travail, la mise en place d'une politique pénale dissuasive pour les infractions au code du travail ou encore le renforcement de la protection contre le licenciement des travailleurs qui utilisent leur droit de retrait en cas de danger grave et imminent...

Nolwenn Weiler, « Une "Assemblée nationale" pour sauver les CHSCT », Bastamag, 4 décembre 2017.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org